

# ACTIVITÉS ET INFORMATIONS FINANCIÈRES 2021

<b>4.1</b>	<b>Préambule</b>	<b>216</b>	<b>4.4</b>	<b>Données financières du groupe BPCE SA</b>	<b>233</b>
<b>4.2</b>	<b>Faits majeurs de l'année 2021</b>	<b>216</b>	4.4.1	Résultats du groupe BPCE SA	233
4.2.1	Environnement économique et financier	216	4.4.2	Analyse du bilan consolidé du groupe BPCE SA	234
4.2.2	Faits majeurs de l'exercice	217	<b>4.5</b>	<b>Investissements</b>	<b>235</b>
<b>4.3</b>	<b>Données financières du Groupe BPCE</b>	<b>220</b>	4.5.1	En 2021	235
4.3.1	Résultats du Groupe BPCE	220	4.5.2	En 2020	235
4.3.2	Métiers du Groupe	222	4.5.3	En 2019	235
4.3.3	Compte de résultat par secteur	222	<b>4.6</b>	<b>Événements post-clôture</b>	<b>235</b>
4.3.4	Banque de proximité et Assurance	223	<b>4.7</b>	<b>Perspectives pour le Groupe BPCE</b>	<b>236</b>
4.3.5	Gestion d'actifs et de fortune	228	4.7.1	Prévisions 2022 : un retour contraint à la tendance d'avant Covid-19	236
4.3.6	Banque de Grande Clientèle (BGC)	229			
4.3.7	Hors métiers	230			
4.3.8	Analyse du bilan consolidé du Groupe BPCE	231			



## 4.1 Préambule

Les éléments financiers présentés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et les informations comparatives au titre de l'exercice 2020 ont été établis en appliquant les principes et méthodes comptables conformes au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture.

Ce rapport de gestion présente les performances du Groupe BPCE et du groupe BPCE SA constitués autour de l'organe central BPCE, créé le 31 juillet 2009 à la suite du rapprochement des groupes Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

Les résultats du groupe BPCE SA seront présentés de façon synthétique, car l'activité et les résultats des deux ensembles sont étroitement liés. Les principales différences de périmètre par rapport au Groupe BPCE concernent l'exclusion des contributions des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

## 4.2 Faits majeurs de l'année 2021

### 4.2.1 Environnement économique et financier

#### 2021 : UN REBOND VIF, HÉTÉROGÈNE ET MÉCANIQUEMENT INFLATIONNISTE

En 2021, l'économie mondiale a très vivement rebondi de 5,8 %, après son effondrement si atypique de 3,1 % de 2020, lié à l'émergence de la Covid-19. La circulation de variants, tels le Delta avec la cinquième vague, dont l'Europe a été l'épicentre en novembre, ou le virus Omicron en décembre, a encore pesé sur la conjoncture. On a cependant assisté à un puissant réajustement mécanique de l'activité, qui a été largement porté par plusieurs facteurs : le soutien exceptionnel apporté par les politiques monétaires et budgétaires persistantes du « quoi qu'il en coûte » de part et d'autre de l'Atlantique, le déploiement des campagnes de vaccination, le desserrement progressif des contraintes sanitaires et la moindre prégnance conjoncturelle du virus. Ce rebond n'a pourtant été que le miroir inversé de la chute historique du niveau de richesse de 2020.

Les divergences de stratégie face à l'épidémie ont naturellement produit l'hétérogénéité géographique du rebond économique, dessinant structurellement la carte d'un rattrapage économique plus ou moins rapide en comparaison de la situation d'avant crise. C'est ainsi que le pic de croissance a été dépassé dès le premier trimestre en Chine et au printemps outre-Atlantique, tandis qu'il a fallu attendre juillet pour la zone euro. Dès le troisième trimestre, la dynamique instantanée de récupération est cependant apparue plus vigoureuse en France et en Italie qu'en Allemagne et *a fortiori* qu'en Espagne.

Ce brusque mouvement a été responsable de décalages très importants entre l'offre et la demande. Tout en provoquant une réapparition des difficultés de recrutement, il a nourri des tensions vives sur les prix, en raison même du rétablissement incomplet de l'ensemble des canaux de production, de circulation et de distribution de certains biens et services partout dans le monde, comme les semi-conducteurs. Il a également conduit les cours du baril de Brent à dépasser fin octobre les niveaux de fin 2019 (plus de 80 dollars/baril), avant une rechute fin novembre (70 dollars/baril), liée à l'apparition du variant Omicron. En conséquence, l'inflation dans les pays développés, a très nettement accéléré, davantage outre-Atlantique (6,8 % l'an en novembre) qu'en zone euro (4,9 % l'an) et en France (2,8 % l'an).

Cette crainte inflationniste, qui s'est renforcée en fin d'année, n'a pas conduit les banques centrales de part et d'autre de l'Atlantique à modifier profondément leur politique monétaire ultra-accommodante, en raison des incertitudes sanitaires et du rétablissement encore incomplet du marché de l'emploi. Leurs taux directeurs sont restés proches de zéro, en dépit des tensions sur les prix et les recrutements. Cependant, la Fed a amorcé, comme attendu dès novembre, un processus de réduction programmée de ses achats nets d'actifs (*tapering*), avant d'annoncer, le 15 décembre, son accélération visant à l'éteindre en mars prochain. Elle a également ouvert la voie à trois hausses de taux directeurs d'ici la fin 2022. *A contrario*, la BCE a réitéré le principe du réinvestissement des titres détenus arrivant à échéance et le maintien de ses programmes d'achats de dettes souveraines jusqu'à au moins fin 2023. La perspective du *tapering* américain et les trajectoires prévues de croissance et d'inflation ont induit une hausse, certes très modeste, des taux longs américains (1,4 % contre 0,9 % en 2020) et, par contagion, mais dans une bien moindre mesure, des taux longs européens et français, tout en entraînant la baisse de l'euro face au dollar (1,13 dollar au 31 décembre). L'OAT 10 ans s'est ainsi située en moyenne annuelle à zéro, contre -0,15 % en 2020. Par ailleurs, on a assisté à la poursuite de la remontée relativement vive des marchés actions. La performance du CAC 40 a même été spectaculaire, celui-ci progressant de 28,9 % à 7 153 points en 2021, en raison de l'ampleur du rebond des résultats des entreprises, dans un contexte de taux d'intérêt réels particulièrement négatifs.

L'économie française a nettement rebondi de 6,8 %, après sa chute de 8 % en 2020. Elle n'a pas échappé à l'émergence grandissante de tensions sur les prix, issue de pénuries et de problèmes d'approvisionnement, sans parler des difficultés de recrutements. Si l'inflation n'a progressé en moyenne annuelle que de 1,7 %, après 0,5 % en 2020, le glissement annuel a cependant atteint 2,8 % l'an en novembre, principalement tiré par les prix de l'énergie. L'activité ne s'est véritablement détachée du profil des courbes épidémiologiques qu'à partir de l'été, grâce à l'accélération du processus de vaccination. Le PIB a retrouvé son niveau pré-crise durant le troisième trimestre, un trimestre plus tôt que prévu, tout comme les résultats d'exploitation des sociétés non financières, la durée du travail, le nombre d'emplois dans le secteur marchand ou encore le taux de chômage, ce dernier diminuant à 7,8 % au quatrième trimestre 2021.

Ce vif rattrapage économique a d'abord été porté par la consommation des ménages, mais il a fallu attendre le quatrième trimestre pour retrouver le niveau de fin 2019. En effet, comme après la plupart des crises de grande ampleur, le taux d'épargne des ménages ne s'est normalisé que très lentement, passant de 21,4 % en 2020 à 19,3 % en 2021, nonobstant la baisse depuis juin des craintes sur l'évolution du chômage. La sur-épargne accumulée durant le confinement n'a

donc pas alimenté la croissance par un surcroît de consommation, malgré la préservation du pouvoir d'achat. Ce dernier a progressé de 2,1 %, contre 0,4 % en 2020. L'investissement des entreprises a dépassé dès le printemps 2021 son niveau de fin 2019. La contribution du commerce extérieur à l'accroissement du PIB a été légèrement positive. Enfin, le déficit des finances publiques s'est situé 7,4 % du PIB, la dette publique atteignant 113 % du PIB en 2021.

## 4.2.2 Faits majeurs de l'exercice

En juillet 2021, le Groupe BPCE a présenté son nouveau plan stratégique BPCE 2024 qui vise à déployer tout le potentiel de son modèle coopératif multimarque et entrepreneurial pour être un leader de la banque, de l'assurance et de la gestion d'actifs au service de tous. Le plan BPCE 2024 s'articule autour de trois priorités stratégiques : (i) Conquérant : 1,5 milliard d'euros de revenus additionnels dans cinq domaines prioritaires, (ii) Client : la plus haute qualité de service avec un modèle relationnel adapté et (iii) Climat : des engagements concrets et mesurables s'inscrivant dans une trajectoire Net zéro. Il s'appuie sur trois lignes de forces : (i) Simple : une organisation plus simple, plus lisible et plus efficace, (ii) Innovant : des ambitions fortes dans la *data* et le futur du travail, socle de l'innovation RH, et (iii) Sûr : une amélioration de la performance économique et une confirmation de la fonction de tiers de confiance.

S'inscrivant dans la logique de simplification, le Groupe BPCE a déposé une offre publique d'achat simplifiée visant 29,3 % du capital de Natixis S.A., suivie d'un retrait obligatoire. À la suite de la clôture de l'offre publique, BPCE a procédé le 21 juillet 2021 au retrait obligatoire de toutes les actions Natixis qui n'ont pas été apportées à l'offre publique. L'objectif de cette opération est d'accélérer la dynamique de développement des métiers du Groupe en leur apportant les moyens d'accroître leur manœuvrabilité stratégique, leur développement au service des clients et leur performance. Le Groupe fait ainsi évoluer son modèle en distinguant d'une part, les métiers de banque de détail, regroupant la Banque de proximité et Assurance (Banques Populaires, Caisses d'Épargne), les métiers de Solutions et Expertises Financières (SEF), ceux d'Assurance et Paiements et d'autre part, un nouvel ensemble « Global Financial Services », regroupant la Gestion d'actifs et de fortune (« Natixis Investment Managers », « Natixis Wealth Management ») et la Banque de Grande Clientèle (« Natixis Corporate & Investment Banking »).

À cette avancée, est venu s'ajouter le projet de rationalisation des liens capitalistiques et de renforcement des partenariats industriels avec La Banque Postale. L'opération a consisté en la cession à La Banque Postale de la participation de 16,1 % que BPCE détenait dans CNP Assurances et s'accompagnerait du projet d'acquiescer auprès de La Banque Postale les participations de 45 % qu'elle détient dans le capital d'Ostrum AM et de 40 % dans le capital d'AEW Europe. La Banque Postale et le Groupe BPCE renforceraient et prolongeraient également les partenariats industriels et les accords commerciaux existant entre les deux groupes : (i) maintien jusqu'à fin 2030 de l'ensemble des relations commerciales, notamment la gestion par Ostrum AM des fonds généraux de CNP Assurances et la distribution des produits de taux d'Ostrum AM dans les réseaux de La Banque Postale/BPE, (ii) prorogation jusqu'à fin 2035 des conventions existantes pour les produits d'assurance (prévoyance, assurance emprunteur, santé collective), dont l'échéance initiale était fixée à fin 2030.

Par ailleurs, après obtention des dernières autorisations réglementaires le 26 août 2021, la réalisation de la cession de la participation de BPCE International dans la BTK (Banque Tuniso-Koweïtienne) est intervenue le 27 août.

S'agissant du conseil de surveillance du Groupe BPCE, Thierry Cahn, président du conseil d'administration de la Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne, a été élu à sa présidence. Par ailleurs, Béatrice Lafaurie a été nommée directrice générale en charge des ressources humaines et membre du comité de direction générale du Groupe BPCE et Catherine Halberstadt directrice générale en charge du pôle Solutions et Expertises Financières.

En Banque de proximité et Assurance, le premier semestre a encore été marqué par les effets de la crise sanitaire avec l'envoi de courriers de proposition de positionnement des clients détenteurs de Prêts Garantis par l'État (PGE) et des premiers remboursements anticipés effectués. Un an après la mise en place des PGE, les banques du Groupe ainsi que Natixis Assurance ont été en première ligne pour mettre en œuvre le dispositif des Prêts Participatifs Relance (PPR), comme en témoigne la Caisse d'Épargne Île-de-France qui a accordé le premier PPR en France.

Pour les étudiants et apprentis, un dispositif exceptionnel d'accompagnement a été mis en place avec un engagement fort des marques Banque Populaire et Caisse d'Épargne à faciliter l'insertion professionnelle, le financement des études et l'accès à l'assurance. Une offre de caution étudiants en partenariat avec BPI France a été mise en place.

La crise sanitaire a par ailleurs favorisé l'usage de la banque en ligne dont l'affluence a continué à s'accroître. Plus de 12 millions de clients actifs ont utilisé les canaux digitaux et se sont connectés en moyenne 18 fois par mois à l'application mobile. Le Net Promoter Score digital du Groupe s'est encore apprécié et la note des applications mobiles Banque Populaire et Caisse d'Épargne dans l'Apple Store a atteint un niveau de 4,7/5, plaçant le Groupe BPCE en tête du classement des banques traditionnelles en le positionnant à un niveau équivalent à celui des « pure players ». Par ailleurs, les applications mobiles Banque Populaire et Caisse d'Épargne sont devenues accessibles pour les clients équipés de Smartphones Huawei.

Le Groupe BPCE a continué d'enrichir les services de sa banque en ligne sur l'ensemble de ses marques en gardant pour ambition d'offrir la même expérience client sur web et sur mobile. Une priorité a été particulièrement donnée aux fonctionnalités permettant aux clients de mieux gérer leur budget. De nouveaux sites Banque Populaire et Caisse d'Épargne ont été lancés avec pour ambition d'accroître encore les ventes issues du digital.

En ce qui concerne les virements, ils sont aujourd'hui entièrement digitalisés et l'*Instant Payment* est désormais disponible pour les clients professionnels et entreprises des Caisses d'Épargne.

Les crédits digitalisés (immobilier, consommation, équipement professionnel) bénéficient désormais d'un parcours full digital avec de nouveaux services comme, pour les crédits à la consommation, la possibilité d'être informé sur la capacité maximale d'emprunt, ou, pour les crédits d'équipement, l'automatisation du déblocage des fonds (Banques Populaires).

Par ailleurs, les clients professionnels des Banques Populaires peuvent désormais accéder et signer leurs crédits d'équipement professionnels directement depuis leurs espaces digitaux.

Sur les nouveaux usages de la *data*, l'usage du contrôle automatique des documents clients pour de nombreux process bancaires, sans intervention d'un conseiller, connaît une véritable montée en puissance. L'acculturation des collaborateurs et l'adoption des nouveaux usages ont fait l'objet d'actions spécifiques comme le développement de modules de formation sur une plateforme commune, le déploiement massif d'un outil de datavisualisation commun à tout le Groupe ou encore la création d'un tableau de bord pour accompagner les établissements dans le pilotage du digital.

S'agissant d'accès et de sécurité des opérations, le Groupe BPCE a continué la mise en conformité d'authentification forte de ses clients : 7,5 millions d'entre eux sont désormais équipés de Sécur'Pass permettant de sécuriser leurs transactions.

En termes d'équipement, la dynamique engagée sur les ventes de formules s'est poursuivie tant dans les Banques Populaires avec 395 000 forfaits Cristal que dans les Caisses d'Épargne avec 1,2 million de forfaits prévus en 2021.

Les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne ont également continué leur développement en assurance, avec près de 17 milliards d'euros de chiffre d'affaires en assurance vie et plus de 1,8 million de contrats commercialisés en assurance non vie sur l'année. Les ventes d'assurance dommages ont poursuivi leur forte progression avec un taux d'équipement des clients qui atteignait 29,6 % pour les Banques Populaires et 32,9 % pour les Caisses d'Épargne au troisième trimestre 2021.

En matière d'offres « green », le Groupe BPCE a poursuivi la mise en marché de nouveaux produits en faveur de la transition énergétique : (i) prêts pour les professionnels pour financer la rénovation des bâtiments, l'utilisation d'énergies renouvelables, les véhicules propres..., (ii) prêts pour les ménages pour la rénovation énergétique des logements dans le cadre d'un partenariat avec Cozynergy, (iii) lancement par les Caisses d'Épargne du premier fonds de dettes dédié au financement des énergies renouvelables doté de 1,5 milliard d'euros, avec d'ores et déjà une opération majeure dans le Grand Est et cinq autres à l'étude, et le premier prêt à impact réalisé auprès de la commune de Bobigny.

Les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne ont également lancé une offre de Location Longue Durée automobile en faveur d'une mobilité plus verte dans le cadre d'un partenariat entre BPCE Lease et EcoTree : les clients de cette offre ont la possibilité de devenir propriétaires d'arbres localisés en France et contribuer ainsi à la captation de gaz à effet de serre.

Enfin, la Caisse d'Épargne a dévoilé sa nouvelle identité visuelle avec l'ambition de renforcer sa signature « Vous être utile » et démontrer l'utilité de la marque sur de grands enjeux sociétaux. Elle a également lancé une campagne dédiée au cyberharcèlement. Dans le cadre du partenariat premium du Groupe BPCE aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, la Caisse d'Épargne a enfin lancé son Pacte Utile dont l'objectif est d'être utile aux athlètes, aux territoires et à la société et de renforcer son soutien au monde du sport. Les Banques Populaires ont quant à elles reconduit leur soutien à 78 athlètes, toutes disciplines confondues, dans le cadre de leur préparation pour les Jeux Olympique 2024.

Concernant les PME et ETI, le Groupe BPCE a mis en marché une gamme « label relance » composée de quatre fonds destinés à renforcer les fonds propres des entreprises françaises tout en respectant un ensemble de critères environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance (ESG). En outre, le Groupe BPCE a obtenu une enveloppe, mise à disposition des réseaux, issue d'un fonds européen de garantie (EGF) en faveur des Professionnels, PME et ETI de moins de 500 salariés. Cette enveloppe a permis de garantir les prêts

« innovation » des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne ainsi que deux nouveaux prêts : Avenir Restructuration et Avenir Développement.

Le pôle Solutions et Expertises Financières a continué son développement en 2021 avec une dynamique commerciale soutenue atteignant un niveau record sur certaines activités (caution de prêts aux particuliers, crédit à la consommation, crédit-bail mobilier et location longue durée, ...). La mise en place de nouvelles offres et la satisfaction client toujours très élevée ont permis au pôle SEF d'intensifier encore ses relations avec les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne, se traduisant ainsi par un volume d'activité réalisé avec le Groupe en progression de 20 % depuis le début de l'année. Ainsi, sur le crédit à la consommation, le Groupe BPCE est dorénavant positionné comme leader bancaire en France.

Les métiers SEF continuent d'enrichir leurs offres et expertise en développant des produits pour une clientèle externe, comme en témoigne par exemple la nouvelle offre de Garantie de Loyers Impayés de CEGC qui se distingue par un parcours de souscription entièrement digitalisé pour les administrateurs de biens.

Par ailleurs, des produits et des offres green ont continué à être déployés comme les offres bornes électriques en crédit-bail mobilier et LLD ou le prêt personnel véhicule vert.

Dans l'Assurance, François Codet a pris le 22 février ses nouvelles fonctions de directeur général de Natixis Assurances.

Le métier Assurances de personnes a lancé deux nouvelles offres pour les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne : la première en assurance vie permet la gestion déléguée et facilite l'accès aux unités de compte ; la seconde, dédiée à l'assurance des emprunteurs, peut être associée à un crédit immobilier digitalisé. En outre, l'offre de Natixis Life, historiquement distribuée par le réseau Banque Populaire, a été déployée auprès du réseau Caisse d'Épargne.

Le métier Assurances non-vie a lancé sa nouvelle offre auto dans les Caisses d'Épargne en octobre 2021. En parallèle, le métier a lancé une nouvelle offre deux-roues dans les Banques Populaires, avec l'accès à Liberty Rider, une application de prévention pour les motards.

Yves Tyrode a pris début novembre ses fonctions de directeur général en charge de l'Innovation, de la Data, du Digital, de l'activité Paiements et président de Oney Bank. Cette nomination vise à rassembler au sein d'un même pôle des entités et des équipes qui partagent des enjeux technologiques et business communs.

Oney a confirmé son leadership sur les activités de paiement fractionné en France, avec à fin 2021, plus de 1 000 commerçants partenaires, de la TPE aux groupes internationaux issus de tous secteurs. Plus largement, ce sont aujourd'hui sept pays européens qui proposent la solution de paiement fractionné de Oney. Enfin, Oney a noué de nouveaux partenariats locaux et européens majeurs : AliExpress, SSP (groupe PSA), Rakuten, PrestaShop.

Oney a également lancé Oney+, une nouvelle offre qui comprend un compte de paiement, une carte bancaire Visa et une « app », et qui propose aux consommateurs un paiement fractionné universel. Ces derniers ont ainsi la possibilité de payer en 3x ou 4x partout dans le monde, sur tous les canaux, dans tous les types de commerces et de services. Ils peuvent également visualiser tous leurs comptes bancaires, suivre leurs dépenses en temps réel et choisir le compte à débiter.

Deux ans après l'entrée du Groupe BPCE au capital de Oney, la collaboration entre les entreprises du Groupe et Oney s'est intensifiée : élaboration de réponses communes à des appels d'offres avec Payplug, construction de la solution Oney+ avec X-Pollens ou encore proposition de la solution de paiement

fractionné aux clients professionnels, avec BPCE Financement, les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne.

Natixis Payments a poursuivi son développement au travers notamment de l'activité commerciale de PayPlug qui a enregistré près de 3 000 nouvelles signatures client. Dalenys dont les offres s'adressent aux grands e-commerçants, a également accompagné ses clients dans la migration DSP2 qui impose de nouvelles règles telles que l'authentification forte du client. Les Banques Populaires ont enfin étoffé leur gamme avec le lancement d'une offre en lien avec Dalenys.

S'agissant de ses activités Avantages et Services pour les collaborateurs, Natixis Payments a franchi une étape importante de son développement technologique en faisant l'acquisition de la start-up Jackpot. Le pôle continue d'adapter ses offres avec le lancement de Bimpli, plateforme unique pour les avantages collaborateurs. L'ambition de Bimpli est d'accompagner les entreprises dans la transformation de leur politique sociale en proposant une large palette de services digitaux capables d'améliorer le quotidien des salariés aussi bien dans leur vie professionnelle que personnelle.

En Gestion d'actifs et de fortune, Tim Ryan a été nommé le 12 avril membre du comité de direction générale de Natixis en charge des métiers de Gestion d'actifs et de fortune, et directeur général de Natixis Investment Managers.

Au sein de ce pôle, Natixis Investment Managers a poursuivi le renforcement de son modèle multi-affiliés en annonçant le rachat des parts de La Banque Postale dans AEW Europe (40 %) et dans Ostrum AM (45 %).

Natixis Investment Managers a par ailleurs poursuivi son processus de désengagement de H2O AM, avec la reprise progressive par la société de gestion de la distribution des fonds, dans l'intérêt des porteurs de parts et en accord avec les autorités réglementaires.

L'année 2021 a été marquée par des conditions de marché favorables, des performances de gestion au rendez-vous sur l'ensemble des classes d'actifs et une collecte dynamique sur l'ensemble des zones géographiques. Ce contexte positif a permis à Natixis Investment Managers de renforcer ses positions : la croissance de ses actifs sous gestion, de ses marges et de ses revenus témoigne de la solidité et de la pertinence de son modèle de gestion active multi-affiliés.

Aux côtés de ses affiliés, Natixis Investment Managers a poursuivi son engagement pour le financement d'une transition vers une économie plus durable, avec l'objectif d'atteindre 50 % de ses actifs sous gestion durable ou à impact d'ici à 2024. À fin 2021, 99 % des encours de Natixis Investment Managers sont gérés par des sociétés de gestion signataires des PRI (Principes pour l'Investissement Responsable). Natixis Investment Managers a également investi, aux côtés d'autres investisseurs, dans Iceberg Data Lab, une fintech spécialisée dans la *data*, qui développe des modèles pour mesurer l'impact des investissements sur l'environnement et la biodiversité.

Natixis Interépargne a renforcé encore son dispositif sur l'épargne-retraite pour les clients entreprises comme pour les clients épargnants, en enrichissant ses services : fiches et guides pédagogiques, nouveautés retraite sur l'Espace personnel et l'application mobile, intégration d'un simulateur personnalisé dédié à la retraite (Amplus) ou encore possibilité de regrouper son épargne grâce à un agrégateur.

Natixis Wealth Management a poursuivi le développement de l'ensemble de ses activités avec le lancement de l'offre de gestion déléguée grand public, la création d'une filiale (Teora by

Natixis Wealth Management), courtier en assurance vie haut de gamme en architecture ouverte, qui propose ses solutions sur mesure aux Banques Populaires, aux Caisses d'Épargne ainsi qu'à sa propre clientèle et la conclusion d'un partenariat privilégié avec Natixis Partners.

Dans le cadre du nouveau plan stratégique du Groupe BPCE, la Banque de Grande Clientèle a lancé sa marque commerciale Natixis Corporate & Investment Banking. En 2021, la Banque de Grande Clientèle a continué de capitaliser sur l'expertise de son Green & sustainable Hub et a également lancé son Tech hub qui vise à accompagner les clients dans leur transition technologique, qu'ils soient spécialisés ou non dans la Tech.

Sur les marchés de capitaux, Natixis Corporate & Investment Banking a accompagné ses clients institutionnels dans leurs opérations de restructuration ouvrant de nouvelles opportunités à sa franchise dans le *fixed income*. La banque a également été proactive auprès des entreprises en leur proposant des couvertures de change et de taux ajustées à un contexte de faible volatilité. Sur les dérivés actions, Natixis Corporate & Investment Banking a mis en place son recentrage sur ses clients stratégiques et des produits moins risqués tout en continuant à se positionner comme leader dans l'offre d'épargne financière à responsabilité sociale et environnementale (ESG). Elle a développé de nouvelles offres conjointes innovantes à destination des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne notamment.

Global Trade a renforcé ses activités Treasury Solutions et Trade Finance dans le cadre du nouveau plan stratégique et a continué à innover dans le domaine digital, avec des initiatives clés sur ses marchés telles que l'implémentation de Komgo, plateforme conçue pour sécuriser et optimiser les échanges avec les clients et pour apporter de l'efficacité à tous les membres du réseau.

Par ailleurs, Global Trade s'est associé à Trustpair pour offrir une solution technologique permettant de lutter contre la fraude par virement bancaire.

Les différents secteurs de la ligne métier Real Assets se sont bien maintenus malgré un contexte économique encore difficile. Seul le secteur de l'aviation a de nouveau vu son activité fortement impactée par la crise sanitaire. De son côté, le marché des ABS a retrouvé une dynamique grâce aux efforts de positionnement de Natixis sur ce produit. Par ailleurs, Natixis a conforté sa position dominante sur le secteur des Télécoms et a également poursuivi le financement de parcs solaires au Chili, affirmant son positionnement de leader dans cette région. Aux États-Unis, la production de prêts classiques a été relancée.

En matière d'Investment Banking, Natixis a été la première banque française à réunir dans un même département (*Strategic Equity Capital Markets*) une ligne métier 100 % dédiée à l'ensemble des conseils, transactions, exécutions et couvertures liées au *private-side equity*. Après une année 2020 record, les activités ASF et DCM ont continué de bénéficier de conditions de marchés favorables et le marché obligataire s'est hissé à la première place de la *League table* des émissions séniors en euro en France. Sur le marché des institutions financières, Natixis s'est classée en cinquième position sur les *League table* en euro tous émetteurs financiers.

Le métier de conseil en fusions-acquisitions a renforcé son positionnement sur les larges caps tout en conservant son expertise sur les *mid-caps*.

Enfin, Natixis Corporate & Investment Banking a reçu le prix « ESG Infrastructure Bank of the Year » dans le cadre des IJGlobal ESG Awards 2021.

## 4.3 Données financières du Groupe BPCE

### 4.3.1 Résultats du Groupe BPCE <sup>(1)</sup>

Le Groupe BPCE présente des revenus publiés en croissance de 14,1 % à 25,7 milliards d'euros par rapport à 2020 et un résultat net de 4 milliards intégrant la continuité de la transformation du Groupe.

en millions d'euros	Groupe BPCE			
	2021	2020 pf	Var. 2021/2020 pf	
			(M€)	(%)
Produit net bancaire	25 716	22 540	3 176	14,1 %
Frais de gestion	(17 840)	(16 644)	(1 196)	7,2 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>7 876</b>	<b>5 896</b>	<b>1 980</b>	<b>33,6 %</b>
Coefficient d'exploitation	69,4 %	73,8 %	-	- 4,5 pts
Coût du risque	(1 783)	(2 998)	1 215	(40,5 %)
Quote-part résultat des entreprises MEE	212	227	(15)	(6,6 %)
Gains ou pertes sur autres actifs	(82)	(144)	62	(43,1 %)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>6 224</b>	<b>2 982</b>	<b>3 242</b>	<b>x2,1</b>
Impôts sur le résultat	(1 946)	(1 045)	(901)	86,2 %
Part. ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(280)	(191)	(89)	46,4 %
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE – HORS CONTRIBUTION NETTE DE COFACE</b>	<b>3 998</b>	<b>1 745</b>	<b>2 252</b>	<b>x2,3</b>
Contribution nette de Coface	5	(136)	141	ns
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>4 003</b>	<b>1 610</b>	<b>2 393</b>	<b>x2,5</b>

#### PRODUIT NET BANCAIRE

Au 31 décembre 2021, le produit net bancaire du Groupe BPCE s'établit à 25,7 milliards d'euros en forte hausse par rapport à 2020, traduisant une activité soutenue et un rebond de l'ensemble des métiers du Groupe dans un contexte de sortie progressive de la crise sanitaire. L'activité commerciale de la banque de détail, notamment au travers des réseaux, affiche un très bon niveau de performance ainsi que les métiers de l'Assurance, des Solutions et Expertises Financières et Paiements. Cette dynamique est également observée sur le pôle Global Financial Services.

La Banque de proximité et Assurance affiche un produit net bancaire en hausse de 6,3 %, à 17,5 milliards d'euros, grâce à la performance d'un modèle solide ancré au cœur des territoires en dépit d'un contexte de taux bas qui pèse sur les encours de crédit et d'un environnement encore marqué par des restrictions liées à la pandémie du Covid-19.

Les encours de crédit ont augmenté de 6,2 % sur un an à 650 milliards d'euros à la fin décembre 2021, dont 7,6 % de hausse des crédits à l'habitat, 7,0 % pour les crédits à la consommation et 5,5 % pour les crédits à l'équipement.

À fin décembre 2021, les encours d'épargne de bilan hors l'encours d'épargne réglementée centralisé s'établissent à 553 milliards d'euros (+ 6,0 %) et les dépôts à vue enregistrent une hausse de 7,1 % sur un an.

Le produit net bancaire du pôle Global Financial Services est en progression de 26,3 % à 7,6 milliards d'euros (28,3 % à change constant) tirée par la croissance des revenus de la Gestion d'actifs et de fortune de 21,5 % (23,7 % à change constant) à 3,9 milliards euros et par les revenus de la Banque de Grande Clientèle qui ressortent en hausse de 31,8 % (33,7 % à change constant) à 3,7 milliards d'euros par rapport à 2020. Les revenus de la gestion d'actifs ont été tirés par la forte hausse des commissions de gestion (sur l'ensemble des zones), des commissions de surperformance (essentiellement en Europe) et des produits financiers. Parallèlement, les revenus de l'épargne salariale sont en augmentation significative de 11,1 % sur un an bénéficiant notamment d'un niveau croissant de commissions de gestion financière et ceux de la gestion de fortune en hausse de 4,3 %. Les revenus de la Banque de Grande Clientèle ont bénéficié du rebond des revenus de Global Markets (principalement au niveau de Global Equity), et du dynamisme de l'activité de Distribution & Portfolio Management et du M&A.

#### FRAIS DE GESTION

Les frais de gestion s'élèvent à - 17,8 milliards d'euros, en progression de 7,2 % par rapport 2021 (+ 7,2 % retraités de la contribution au Fonds de résolution unique). Cette évolution est en lien avec la croissance des revenus des métiers du Groupe et avec l'objectif d'accompagner et répondre aux besoins de la clientèle, tout en poursuivant la politique de réduction des coûts grâce à l'optimisation de la performance opérationnelle et la stricte maîtrise des charges.

[1] L'information sectorielle est retraitée des impacts de la contribution nette de Coface désormais isolée dans la présentation du compte de résultat en résultat net part du groupe de + 5 millions d'euros en 2021 et - 136 millions d'euros en 2020.

Les coûts de transformation du Groupe liés à des opérations créatrices de synergies comme les fusions d'établissements et les migrations de plates-formes informatiques en vue de la transformation digitale sont intégrés dans les frais de gestion. Retraités de ces éléments, les frais de gestion affichent une progression de + 7,4 %.

Les frais de gestion de la Banque de proximité et Assurance y compris les coûts de transformation, s'inscrivent en hausse de 2,1 % en lien avec le développement de ses activités et affiche un effet ciseaux positif.

L'essentiel de la hausse des frais de gestion des métiers du Groupe se concentre sur Global Financial Services avec + 17,3 % incluant l'activité de la Gestion d'actifs et de fortune (+ 18,7 %) et de la Banque de Grande Clientèle (+ 15,7 %) en lien avec leur performance.

Les effectifs du Groupe s'établissent à 99 900 collaborateurs au 31 décembre 2021, en légère baisse de 0,4 % par rapport à 2020.

Le résultat brut d'exploitation s'établit à près de 7,9 milliards d'euros en 2021, en hausse de 33,6 % par rapport à 2020. Le coefficient d'exploitation s'établit à 69,4 % en 2021, soit une amélioration de 4,5 points par rapport à 2020, et à 67,7 % après retraitement des éléments exceptionnels (- 4,2 points par rapport à 2020).

## RÉSULTAT AVANT IMPÔT

Le coût du risque du Groupe BPCE s'élève à - 1,8 milliard d'euros, en baisse de 40,5 % par rapport à 2020 en raison d'une amélioration de la situation économique par rapport un 2020 qui était fortement impacté par la crise du Covid-19 pour l'ensemble des métiers. Rapporté aux encours de crédit à la clientèle, le coût du risque du Groupe BPCE est de 23 points de base en moyenne annuelle vs 41 points en 2020.

Le taux d'encours douteux sur les encours bruts représente 2,4 % au 31 décembre 2021, en baisse par rapport à 2020. Par ailleurs, le taux de couverture des créances douteuses y compris les sûretés relatives aux encours dépréciés s'établit à 69,8 % au 31 décembre 2021 contre 69,1 % au 31 décembre 2020.

Dans la banque de détail, le réseau Banque Populaire présente un coût de risque rapporté aux encours de 27 points de base (34 points de base en 2020) et le réseau Caisse d'Epargne de 18 points de base (30 points de base en 2020). Le coût du risque est également en forte baisse au niveau de la Banque de Grande Clientèle avec un coût du risque rapporté aux encours de 27 points de base en 2021 (126 points de base en 2020).

Les gains ou pertes sur autres actifs s'élèvent à - 82 millions d'euros, dont - 84 millions d'euros en lien avec H20.

Le résultat avant impôt ressort en forte hausse à 6,2 milliards d'euros, soit une croissance 3,2 milliards d'euros par rapport à 2020.

## RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Les impôts sur le résultat du Groupe s'élèvent à - 1 946 millions d'euros, en hausse de 86,2 % comparé à l'année 2020. La hausse est principalement liée à la hausse du résultat avant impôt, toutefois compensée par la baisse du taux d'imposition de droit commun français sur l'exercice 2021.

La contribution de Coface, isolée dans la présentation du compte de résultat, affiche 5 millions d'euros de résultat net en 2021.

Le résultat net part du groupe s'établit à 4 003 millions d'euros, en progression de 2,4 milliards d'euros par rapport à 2020.

## SOLVABILITÉ

Le ratio de Common Equity Tier 1 s'élève à 15,8 % au 31 décembre 2021 à comparer à 16,0 % au 31 décembre 2020.

Plusieurs éléments exceptionnels ont eu une incidence sur le ratio de Common Equity Tier 1 en 2021 :

- l'opération de rachat des minoritaires de Natixis (- 74 points de base) ;
- la mise en œuvre de CRR2 au 30 juin 2021 (- 14 points de base) ;
- la déduction au titre des exigences complémentaires Pilier II de l'insuffisance de provisionnement des prêts non performants octroyés avant le 26 avril 2019 (- 12 points de base) ;
- la cession de la CNP (+ 14 points de base).

L'évolution du ratio de Common Equity Tier 1 sur l'année 2021 s'explique également par :

- la croissance des fonds propres Common Equity Tier 1, portée notamment par les résultats mis en réserve (+ 85 points de base) et la collecte de parts sociales (+ 25 points de base) ;
- l'augmentation des risques pondérés liés à l'activité (- 54 points de base).

À 15,8 %, le ratio de Common Equity Tier 1 du Groupe BPCE au 31 décembre 2021 est nettement supérieur au seuil d'exigences réglementaires définies par la Banque centrale européenne (BCE) lors du *Supervisory Review and Evaluation Process* (SREP) 2021. Le ratio de solvabilité global s'élève à 18,7 % au 31 décembre 2021, supérieur au seuil minimum d'exigences de la BCE.

La capacité totale d'absorption des pertes TLAC s'élève à 109,4 milliards d'euros à fin décembre 2021. Le ratio de TLAC atteint 24,8 % au 31 décembre 2021 contre 23,6 % au 31 décembre 2020, pour un objectif de 21,5 % à début 2019 défini dans le plan stratégique 2024.

Le ratio de levier s'établit à 5,8 % au 31 décembre 2021 contre 5,6 % au 31 décembre 2020.

## LIQUIDITÉ

Les réserves de liquidité totales du Groupe BPCE s'élèvent à 329 milliards d'euros au 31 décembre 2021, dont 107 milliards d'euros d'actifs disponibles éligibles au refinancement banques centrales, 41 milliards d'euros de titres éligibles au ratio LCR et 181 milliards d'euros de liquidités placées auprès des banques centrales.

Le stock de refinancement court terme est de 112 milliards d'euros au 31 décembre 2021 contre 106 milliards d'euros au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2021, les réserves de liquidité totales du Groupe BPCE couvrent 247 % du total des encours de refinancement court terme et des tombées court terme des dettes à moyen-long terme (contre 246 % à fin 2020).

Le *Liquidity Coverage Ratio* (LCR) se situe bien au-dessus des exigences réglementaires de 100 %, à 158 % en moyenne des LCR de fin de mois du 4<sup>e</sup> trimestre 2021.

### 4.3.2 Métiers du Groupe

L'organisation du Groupe BPCE s'articule autour de deux métiers :

La Banque de proximité et Assurance, au cœur de la transformation, inclut :

- le réseau Banque Populaire, regroupant les quatorze Banques Populaires et leurs filiales, le Crédit Maritime Mutuel, les sociétés de caution mutuelle ;
- le réseau Caisse d'Épargne, constitué des quinze Caisses d'Épargne ;
- le sous-pôle Solutions et Expertises Financières (SEF), regroupant les métiers de financements spécialisés : l'affacturage, le crédit-bail, le crédit à la consommation, les cautions & garanties financières et l'activité « titres retail » mais également Socfim, BPCE Solutions Immobilières et Pramex ;
- l'Assurance, au service des réseaux du Groupe BPCE et de leurs clients ;
- les Paiements, proposant des solutions de paiement et de prépayé, en commerce de proximité, par internet et par mobile.
- les Autres Réseaux, comprenant Oney Bank et la Banque Palatine.

Le Global Financial Services, constitué de deux sous-pôles de Natixis :

- La Gestion d'actifs et de fortune :
  - la Gestion d'actifs, présente sur les différents marchés internationaux, réunit les expertises de sociétés de gestion et de distribution,

- la Gestion de Fortune, « Natixis Wealth Management » propose des solutions patrimoniales et financières adaptées aux besoins des grands investisseurs privés ;

l'épargne salariale, « Natixis Interépargne » premier acteur de la tenue de compte d'épargne salariale en France.

- La Banque de Grande Clientèle :

la Banque de Grande Clientèle, conseille et accompagne les entreprises, les investisseurs institutionnels, les compagnies d'assurance, les banques, les entités du secteur public et le financement de l'industrie du cinéma.

Le pôle Hors métiers regroupe notamment :

- la contribution de l'organe central et des holdings du Groupe ;
- les activités gérées en extinction du Crédit Foncier et de BPCE International ;
- les activités transverses ;
- les éléments relatifs aux dépréciations de valeur des écarts d'acquisition et aux amortissements des écarts d'évaluation, ces éléments relevant de la stratégie d'acquisition de participations menée par le Groupe ;
- la contribution au Fonds de résolution unique.

L'information sectorielle tient également compte de l'évolution des règles de refacturation par BPCE SA des charges comptabilisées au titre de ses missions d'organe central intervenue fin 2020. En conséquence et à des fins de comparaison, les comptes de résultat 2020 des pôles Banque de proximité et Assurance et Hors métiers ont été retraités.

### 4.3.3 Compte de résultat par secteur

en millions d'euros	Banque de proximité et Assurance		Global Financial Services		Hors métiers		Groupe BPCE	
	2021	2020 pf	2021	2020 pf	2021	2020 pf	2021	2020 pf
Produit net bancaire	17 502	16 460	7 571	5 997	643	84	25 716	22 540
Frais de gestion	(11 034)	(10 807)	(5 276)	(4 498)	(1 530)	(1 339)	(17 840)	(16 644)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>6 468</b>	<b>5 652</b>	<b>2 295</b>	<b>1 499</b>	<b>(887)</b>	<b>(1 255)</b>	<b>7 876</b>	<b>5 896</b>
Coefficient d'exploitation	63,0 %	65,7 %	69,7 %	75,0 %	ns	ns	69,4 %	73,8 %
Coût du risque	(1 566)	(2 042)	(170)	(846)	(47)	(110)	(1 783)	(2 998)
Quote-part résultat des entreprises MEE	45	4	12	11	155	212	212	227
Gains ou pertes sur autres actifs	(14)	10	(70)	(45)	2	(109)	(82)	(144)
Variation de valeur des écarts d'acquisition								
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>4 933</b>	<b>3 624</b>	<b>2 067</b>	<b>619</b>	<b>(775)</b>	<b>(1 261)</b>	<b>6 224</b>	<b>2 982</b>
Impôts sur le résultat	(1 414)	(1 175)	(546)	(181)	14	312	(1 946)	(1 045)
Part. ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(74)	(116)	(271)	(186)	66	111	(280)	(191)
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE – HORS CONTRIBUTION NETTE DE COFACE</b>	<b>3 444</b>	<b>2 332</b>	<b>1 250</b>	<b>252</b>	<b>(696)</b>	<b>(839)</b>	<b>3 998</b>	<b>1 745</b>
Contribution nette de Coface					5	(136)	5	(136)
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>3 444</b>	<b>2 332</b>	<b>1 250</b>	<b>252</b>	<b>(691)</b>	<b>(974)</b>	<b>4 003</b>	<b>1 610</b>

Le produit net bancaire des deux pôles métiers du Groupe est en croissance de 11,7 % par rapport à 2020 soutenue par l'amélioration de l'environnement économique.

Le poids relatif du produit net bancaire de la Banque de proximité et Assurance par rapport à celui généré par l'ensemble des métiers du Groupe est de 70 %, celui du Global Financial Services de 30 %.



### 4.3.4 Banque de proximité et Assurance

en millions d'euros	Banques Populaires		Caisses d'Épargne		Solutions Expertises Financières		Assurance		Paiements		Autres réseaux		Banque de proximité et Assurance		Variation	
	2021	2020 pf	2021	2020 pf	2021	2020 pf	2021	2020 pf	2021	2020 pf	2021	2020 pf	2021	2020 pf	(M€)	(%)
Produit net bancaire	6 867	6 315	7 240	6 917	1 200	1 134	964	904	489	430	741	760	17 502	16 460	1 042	6,3 %
Frais de gestion	(4 354)	(4 242)	(4 614)	(4 549)	(634)	(604)	(515)	(490)	(425)	(386)	(492)	(537)	(11 034)	(10 807)	(227)	2,1 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 513</b>	<b>2 072</b>	<b>2 625</b>	<b>2 369</b>	<b>566</b>	<b>530</b>	<b>450</b>	<b>415</b>	<b>65</b>	<b>43</b>	<b>249</b>	<b>223</b>	<b>6 468</b>	<b>5 652</b>	<b>815</b>	<b>14,4 %</b>
Coefficient d'exploitation	63,4 %	67,2 %	63,7 %	65,8 %	52,8 %	53,2 %	53,4 %	54,1 %	86,8 %	89,9 %	66,4 %	70,7 %	63,0 %	65,7 %	--	- 2,6 pts
Coût du risque	(734)	(828)	(578)	(914)	(113)	(117)			(8)	2	(133)	(185)	(1 566)	(2 042)	476	(23,3 %)
Quote-part résultat des entreprises MEE	38	20							7	(17)			45	4	41	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	(11)	8		9		(1)					(4)	(6)	(14)	10	(24)	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 806</b>	<b>1 273</b>	<b>2 048</b>	<b>1 464</b>	<b>453</b>	<b>413</b>	<b>456</b>	<b>398</b>	<b>57</b>	<b>46</b>	<b>113</b>	<b>31</b>	<b>4 933</b>	<b>3 624</b>	<b>1 309</b>	<b>36,1 %</b>

Le résultat avant impôt du pôle Banque de proximité et Assurance est en forte hausse de 36,1 % par rapport à 2020, sous l'effet de la dynamique du PNB et de l'amélioration du coût du risque. Les frais de gestion y compris les coûts de transformation, sont en hausse de 2,1 % par rapport à l'année 2020 en lien avec le développement de l'activité des métiers. Le coût du risque a baissé par rapport 2020 et s'établit à 24 points de base en moyenne annuelle en 2021 vs 35 points en 2020.

Les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne représentent 78 % du résultat avant impôt du pôle Banque de proximité et Assurance en 2021.

#### LES BANQUES POPULAIRES

En 2021, malgré le contexte sanitaire, le réseau Banque Populaire affiche une activité commerciale dynamique, qui s'appuie sur la croissance et l'équipement de son fonds de commerce. Les Banques Populaires présentent ainsi une progression de + 4,6 % de leur stock de clients bancarisés principaux, dont + 4,8 % pour les clients équipés. Le nombre de clients professionnels actifs augmente de + 5,0 %, ainsi que le nombre de clients entreprises actifs : + 5,7 % sur l'année.

#### PROGRESSION DES ENCOURS DE DÉPÔTS BILANCIELS (HORS ÉPARGNE CENTRALISÉE) DE 7,3 %

Les Banques Populaires présentent une collecte soutenue, dans un environnement économique toujours très concurrentiel. Les encours de dépôts bilanciaux (hors épargne centralisée) ont progressé de + 7,3 % à 245,6 milliards d'euros. Les encours d'épargne financière s'établissent, quant à eux, à 85,1 milliards d'euros à fin 2021 (+ 8,0 %), portés par l'assurance vie, qui affiche une croissance de + 3,1 milliards d'euros (+ 5,6 %), et par les OPC, dont l'encours augmente de + 2,2 milliards d'euros (+ 12,8 %).

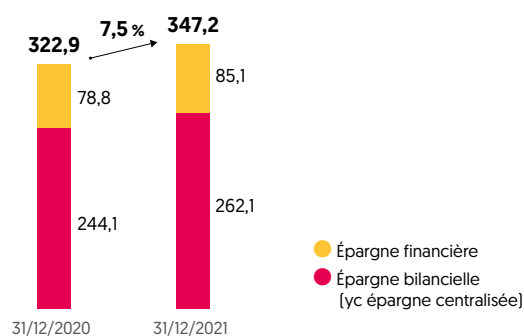
Malgré la persistance du contexte de crise sanitaire, les encours de dépôts progressent de + 7,2 % sur le marché des particuliers, et de + 7,9 % sur les marchés des professionnels, entreprises et institutionnels.

Les placements de la clientèle des particuliers se sont orientés à la fois vers l'épargne bilancielle (+ 7,5 %) et l'épargne financière (+ 6,5 %). Les dépôts à vue contribuent fortement à la

progression de l'épargne bilancielle sur l'année, avec une hausse significative de + 9,7 % (+ 3,4 milliards d'euros), ce qui porte leurs encours à 38,4 milliards d'euros à fin 2021. Les encours des Livrets s'accroissent de + 9,5 % à 56,0 milliards d'euros à fin 2021, notamment portés par les Livrets Jeune et Ordinaires dont l'encours progresse de + 13,7 % à 26,3 milliards d'euros, ainsi que par le Livret A qui croît de + 1,4 milliard d'euros à 15,0 milliards d'euros à fin 2021. L'encours des Livrets de Développement Durable augmente de + 0,4 milliard d'euros (soit + 3,9 %), pour atteindre 10,0 milliards d'euros à fin 2021. L'encours d'épargne-logement progresse dans de moindres proportions, de + 0,2 milliard d'euros sur l'année (soit + 0,7 % à 22,1 milliards d'euros). Compte tenu de l'environnement de taux d'intérêt bas, les comptes à terme poursuivent, quant à eux, leur mouvement de repli, leur encours reculant de - 16,4 % pour atteindre 1,0 milliard d'euros à fin décembre 2021.

La clientèle des professionnels, entreprises et institutionnels, contribue significativement à la progression de l'épargne bilancielle. Elle continue notamment à favoriser les dépôts à vue (+ 8,9 % soit + 8,1 milliards d'euros, soit un niveau d'encours de 98,7 milliards d'euros à fin décembre 2021), et les Livrets (+ 8,8 % soit + 1,0 milliard d'euros à 12,9 milliards d'euros). L'encours des comptes à terme progresse également de + 2,4 milliards d'euros, soit + 9,6 %, pour atteindre 27,2 milliards d'euros à fin décembre 2021.

#### ENCOURS D'ÉPARGNE (en milliards d'euros)



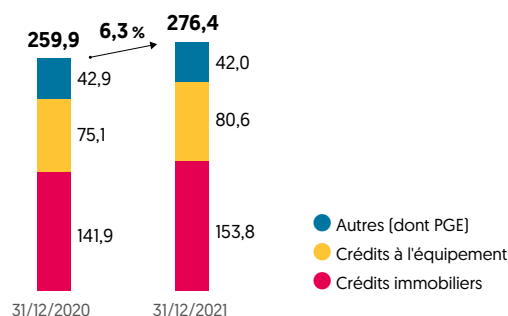
## PROGRESSION DES ENCOURS DE CRÉDITS DE 6,3 % DANS UN ENVIRONNEMENT DE TAUX D'INTÉRÊT BAS

Les Banques Populaires confirment leur rôle actif dans le financement de l'économie, avec une progression annuelle de leurs encours de crédits de + 6,3 %, à 276,4 milliards d'euros à fin décembre 2021.

La progression des encours de crédits sur le marché des particuliers (+ 9,3 % à 141,6 milliards d'euros à fin décembre 2021) est portée par la croissance soutenue des encours de crédits immobiliers (+ 9,3 % à 128,6 milliards d'euros), dans un contexte de taux durablement bas qui favorise la demande. Les crédits à la consommation concourent également à la progression des encours de crédits avec une croissance de + 9,5 % à 12,5 milliards d'euros à fin 2021.

Sur les marchés des professionnels, entreprises et institutionnels, la croissance des encours est plus modérée (+ 3,4 %), ce qui les porte à 134,8 milliards d'euros à fin décembre 2021, appuyée par l'évolution des crédits d'équipement (+ 8,1 % à 77,2 milliards d'euros).

### ENCOURS DE CRÉDITS (en milliards d'euros)



## RÉSULTATS FINANCIERS (2020 EN VISION PRO FORMA)

Le produit net bancaire du réseau Banque Populaire s'élève à 6,9 milliards d'euros en 2021, en progression (+ 8,7 %) par rapport à 2020 (+ 8,9 % hors variation de la provision épargne-logement).

La marge d'intérêt<sup>(1)</sup> s'établit à 4,1 milliards d'euros, en hausse de + 351,6 millions d'euros sur un an. Dans un environnement de taux d'intérêt durablement bas, elle est portée par la forte dynamique des volumes sur l'activité commerciale et le recul du coût de la collecte (avec notamment une augmentation des dépôts à vue dans les ressources clientèle et le recul des comptes à terme), des refinancements à taux très faibles voire négatifs, sous la forme de TLTRO, ainsi que l'embellie observée sur les marchés financiers générant des impacts positifs de variation de juste valeur sur les actifs financiers. Par ailleurs, un changement de norme comptable impose dorénavant l'enregistrement des commissions d'aval PMG<sup>(2)</sup> en marge d'intérêt (- 96 millions d'euros).

Les commissions affichent une nette augmentation (+ 11,4 %) à 2,8 milliards d'euros, notamment les commissions liées à l'activité crédit (+ 22,2 %), portées par l'ADE (Assurance Des Emprunteurs) à + 11,1 % et le reclassement en marge d'intérêt des commissions d'aval PMG (+ 96 millions d'euros) ainsi que les commissions sur l'épargne financière (+ 8,2 %). Les commissions sur moyens de paiement (+ 8,8 %) et sur gestion

de compte (+ 6,6 %) sont bien orientées, signe d'une reprise de la croissance économique.

Les produits et charges des autres activités se dégradent de 66,0 millions d'euros, en raison de la prise en compte de provisions pour litiges et risques au 4<sup>e</sup> trimestre 2021.

Les produits nets des activités d'assurance, qui concernent les filiales Prépar Vie et Prépar IARD de la BRED, affichent un repli (- 21,3 millions d'euros soit - 14,2 %), de par la reprise de provision sur garantie risque plancher à hauteur de + 16 millions d'euros en 2020 et d'une activité moins soutenue en 2021.

Les frais de gestion progressent significativement (- 112,1 millions d'euros soit + 2,6 %) à - 4,4 milliards d'euros, portés notamment par les frais de personnel en raison de l'accroissement des rémunérations variables (notamment intéressement et participation) en lien avec de meilleurs résultats. Les autres frais de gestion restent maîtrisés, s'appuyant sur les économies réalisées au niveau des services extérieurs, du reclassement en coût du risque des frais de recouvrement et enfin du bénéfice de la disparition de la part régionale de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises).

Les coûts de transformation présentent une hausse significative à - 56,6 millions d'euros en 2021 comparés à - 32,0 millions d'euros en 2020 (soit + 76,5 %) et se répartissent sur la quasi-totalité des établissements. Les principaux établissements impactés sont Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne (- 16,6 millions d'euros), BRED (- 6,8 millions d'euros), Banque Populaire du Nord (- 6,0 millions d'euros), Banque Populaire Occitane (- 5,5 millions d'euros) et Crédit Coopératif (- 3,8 millions d'euros), qui portent - 38,7 millions des coûts de transformation du réseau Banques Populaires, soit 68,3 % du total.

Le résultat brut d'exploitation se situe à 2,5 milliards d'euros et progresse de + 21,2 % ; le coefficient d'exploitation s'améliore de 3,8 points pour atteindre 63,4 % en 2021.

Le coût du risque recule sensiblement de - 11,4 % à - 0,7 milliard d'euros, après une année 2020 fortement impactée par la crise sanitaire. Au final, le coût du risque atteint 10,68 % du PNB (vs 13,12 % en 2020). Rapporté aux encours de crédits clientèle, il s'élève à 27 points de base à fin décembre 2021, en repli de 7 points par rapport à fin décembre 2020.

La contribution des Banques Populaires au résultat avant impôt du pôle Banque de proximité et Assurance s'élève à 1,8 milliard d'euros, en croissance de + 41,9 % par rapport à 2020.

## LES CAISSES D'ÉPARGNE

Dans un contexte de reprise de l'activité économique, les Caisses d'Épargne présentent un exercice 2021 particulièrement dynamique commercialement, avec une production de 71 milliards d'euros de crédits accordés au titre du financement de l'économie, soit + 5 % par rapport à 2020. Après un recul en 2020 lié à la crise sanitaire, l'année 2021 marque un retour à la normale ; les clients bancarisés principaux affichent une progression de + 2,7 % sur un an, et un rythme de croissance annuel moyen sur ces deux dernières années qui revient à son niveau d'avant crise (+ 0,9 % par an). Par ailleurs, la croissance du fonds de commerce est également soutenue sur les clients actifs professionnels, en hausse de + 7,1 %, ainsi que sur les clients actifs entreprises, qui progressent de + 14,5 % par rapport à 2020.

[1] Les commissions sur épargne centralisée sont retraitées de la marge d'intérêt et intégrées dans les commissions.

[2] Les encours de prêts étudiés et accordés par les Banques Populaires Régionales aux sociétaires CASDEN (Prêts Mutualistes Garantis) sont garantis à hauteur de 100 % du risque moyennant une commission d'aval payée par les Banques Populaires de 0,15 % pour les PMG concernant les sociétaires Éducation Nationale et de 0,19 % pour les PMG concernant les sociétaires Fonction Publique.

**PROGRESSION DES ENCOURS DE DÉPÔTS BILANCIELS (HORS ÉPARGNE CENTRALISÉE) DE 4,7 %**

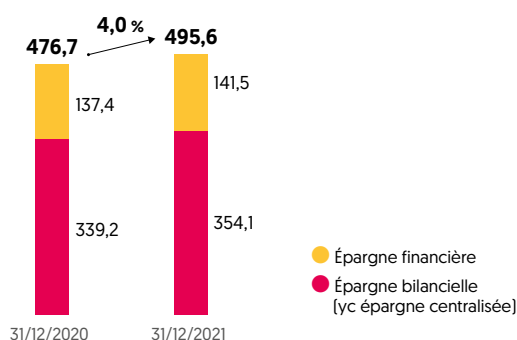
Au sein d'un marché de l'épargne toujours concurrentiel, les Caisses d'Épargne voient leur collecte s'accroître par rapport à 2020 pour atteindre 294,2 milliards d'euros d'encours bilanciers hors épargne centralisée (+ 4,7 % soit + 13,2 milliards d'euros). Les encours de collecte progressent de + 3,4 % sur le marché des particuliers, et + 5,7 % sur les marchés des professionnels, entreprises et institutionnels.

Le contexte encore favorable à l'épargne de précaution en 2021 oriente les placements de la clientèle des particuliers vers l'épargne bilancielle. Celle-ci augmente de + 3,6 % à 239,2 milliards d'euros (soit + 8,4 milliards d'euros) sous l'effet conjugué de la croissance des encours de dépôts à vue, à 52,4 milliards d'euros (+ 9,0 % soit + 4,3 milliards d'euros) et des Livrets, à 123,1 milliards d'euros (+ 3,9 % soit + 4,6 milliards d'euros). Le Livret A enregistre une progression de ses encours (+ 1,8 % soit + 1,4 milliard d'euros), ainsi que le Livret Jeune et le Livret B (+ 14,2 % soit + 2,6 milliards d'euros). L'encours d'épargne-logement est relativement stable (+ 0,1 % à 59,9 milliards d'euros).

La clientèle des professionnels, entreprises et institutionnels, contribue également significativement à la progression de l'épargne bilancielle. L'encours, sur ces marchés, s'élève à 114,8 milliards d'euros à fin 2021 (+ 6,0 % soit + 6,5 milliards d'euros). Cette clientèle continue, notamment, à favoriser les dépôts à vue (+ 1,9 % soit + 1,2 milliard d'euros pour un niveau d'encours de 67,7 milliards d'euros), les Livrets (+ 6,0 % soit + 1,1 milliard d'euros à 18,8 milliards d'euros) et enfin les comptes à terme (+ 17,2 % soit + 3,6 milliards d'euros à 24,4 milliards d'euros), malgré le contexte de taux bas.

Les encours d'épargne financière s'inscrivent également en hausse, à 141,5 milliards d'euros en 2021 (+ 3,0 %), portés principalement par la croissance de l'encours d'assurance vie (+ 3,0 % soit + 4,0 milliards d'euros à 136,5 milliards d'euros) ; l'encours d'OPC demeure assez stable à 5,0 milliards d'euros (+ 2,2 % soit + 0,1 milliard d'euros).

**ENCOURS D'ÉPARGNE (en milliards d'euros)**



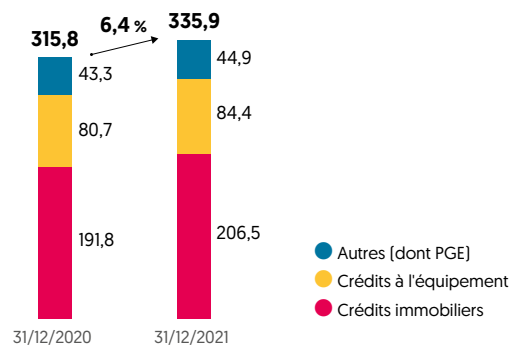
**UNE ANNÉE 2021 MARQUÉE PAR UNE ACTIVITÉ TRÈS SOUTENUE SUR LES CRÉDITS (+ 6,4 %)**

Dans un contexte de reprise économique, la production des crédits du réseau Caisse d'Épargne s'avère très dynamique avec une progression de ses encours de + 6,4 % soit + 20,1 milliards d'euros, portés à 335,9 milliards d'euros à fin 2021. Ainsi, le réseau confirme, cette année encore, son engagement soutenu dans le financement de l'économie et des régions.

Sur le marché des particuliers, les encours de crédits croissent de + 7,1 % par rapport à 2020, à 188,8 milliards d'euros, notamment sur les crédits immobiliers (+ 7,2 % soit + 11,4 milliards d'euros), dont l'encours se situe en 2021 à 169,6 milliards d'euros, dans un contexte de taux bas qui dynamise l'activité. Les encours de crédits à la consommation sont largement au-delà de leurs performances 2020, affichant une croissance de + 6,2 % (soit + 1,1 milliard d'euros), à 18,9 milliards d'euros à fin 2021.

Sur les marchés des professionnels, entreprises et institutionnels, la progression des encours est également soutenue, + 5,4 % (soit + 7,5 milliards d'euros), ce qui les porte à 147,1 milliards d'euros à fin 2021. Leur croissance est appuyée par les crédits immobiliers (+ 9,7 % soit + 3,3 milliards d'euros), à 36,9 milliards d'euros, et les crédits d'équipement (+ 4,6 % soit + 3,7 milliards d'euros), à 84,4 milliards d'euros.

**ENCOURS DE CRÉDITS (en milliards d'euros)**



**RÉSULTATS FINANCIERS (2020 EN VISION PRO FORMA)**

Dans un contexte de reprise économique, le produit net bancaire du réseau Caisse d'Épargne s'établit à 7,2 milliards d'euros en 2021, en forte hausse de + 4,7 % par rapport à 2020 (+ 4,8 % hors variation de la provision épargne-logement).

La marge d'intérêt<sup>(1)</sup> présente une croissance de + 7,8 %, à 4,1 milliards d'euros (+ 7,9 % hors variation de la provision épargne-logement). La MNI sur l'activité clientèle est soutenue par un effet volume positif sur les crédits, neutralisant quasiment l'effet taux négatif, conjugué à une diminution du coût de la ressource clientèle, liée à l'évolution favorable de la structure des encours (notamment renforcement du poids des dépôts à vue, tombée d'emprunts réseaux à des taux élevés et renouvellement de comptes à terme à des taux plus faibles). Par ailleurs, la MNI bénéficie aussi de conditions de marché plus favorables, générant des effets de juste valeur positifs sur les actifs financiers en 2021, ainsi que des gains issus des refinancements TLTRO.

Les commissions, en hausse de + 3,2 % par rapport à 2020, sont principalement portées par l'assurance vie (+ 5,5 %) et l'activité crédit (+ 3,7 %), soutenue par l'ADE (Assurance Des Emprunteurs), à + 5,6 %. Malgré un nombre d'incidents en repli, la Gestion de compte se redresse (+ 4,6 %), tirée par les commissions de mouvement et de tenue de compte. Les moyens de paiement, quant à eux, affichent un repli (- 4,1 %).

Les produits et charges des autres activités se dégradent de 74 millions d'euros en raison de la comptabilisation en 2021 de provisions pour litiges et risques.

[1] Les commissions sur épargne centralisée sont retraitées de la marge d'intérêt et intégrées dans les commissions.



Les frais de gestion augmentent de +1,4 % à -4,6 milliards d'euros, essentiellement sur les frais de personnel, sous l'effet de rémunérations variables plus élevées en lien avec de meilleurs résultats. Les autres frais bénéficient de la suppression de la part régionale de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises), de moindres dotations aux amortissements et du reclassement en coût du risque des frais de recouvrement.

Les coûts de transformation sont stables, à -40,0 millions d'euros en 2021 vs -40,2 millions d'euros en 2020 (soit -0,5 %) et se répartissent sur l'ensemble des Caisses d'Épargne. Les principaux établissements concernés sont Caisse d'Épargne Hauts de France (-11,6 millions d'euros), Caisse d'Épargne Bretagne Pays de Loire (-7,2 millions d'euros), Caisse d'Épargne Provence Alpes Corse (-3,4 millions d'euros), Caisse d'Épargne Île-de-France (-3,3 millions d'euros), et Caisse d'Épargne Côte d'Azur (-3,2 millions d'euros) pour un coût de -26,3 millions, soit 71,8 % du total.

Ainsi, le résultat brut d'exploitation s'établit à 2,6 milliards d'euros sur l'exercice 2021, en hausse de +10,8 % par rapport à 2020. Quant au coefficient d'exploitation, il s'améliore de +2 points, à 63,7 %.

Le coût du risque des Caisses d'Épargne, à -0,6 milliard d'euros, est en forte diminution (-36,7 %), après un exercice 2020 particulièrement impacté par la crise sanitaire. Au final, le coût du risque s'élève à 7,98 % du PNB (vs 13,21 % en 2020). Rapporté aux encours de crédits, il s'établit à 18 points de base en décembre 2021, en baisse très sensible de 12 points par rapport à 2020.

La contribution des Caisses d'Épargne au résultat avant impôt du pôle Banque de proximité et Assurance atteint ainsi 2,0 milliards d'euros en 2021, en hausse de +39,9 % par rapport à 2020.

## SOLUTIONS EXPERTISES FINANCIÈRES (SEF)

Les huit métiers du pôle Solutions et Expertises Financières ont tiré pleinement profit de la reprise économique en 2021. L'activité a été marquée par une très forte dynamique commerciale et financière tant aux bornes des filiales qu'aux bornes des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

Malgré une période de confinement, le crédit consommation réalise une excellente année, atteignant fin décembre la barre des 30 milliards d'euros d'encours, en progression de 8 % sur un an. Le Groupe poursuit ainsi son gain de parts de marché et consolide sa place parmi les leaders bancaires français du prêt à la consommation.

L'activité de cautions et garanties a également été très soutenue, essentiellement sur la caution de prêts immobiliers aux particuliers dans un contexte de marché immobilier porteur et de progression du taux de pénétration au sein du réseau Banque Populaire. Les primes émises en hausse de +10 % affichent un nouveau record après une très forte année 2020.

Le crédit-bail connaît lui aussi un fort développement partagé par l'ensemble de ses activités (CBM, CBI, LLD...) et de ses localisations (France, Italie, Espagne). Les synergies avec les réseaux poursuivent leur progression, notamment avec la montée en puissance de l'activité CBM dont les encours à fin d'année sont en hausse de 12 % sur un an.

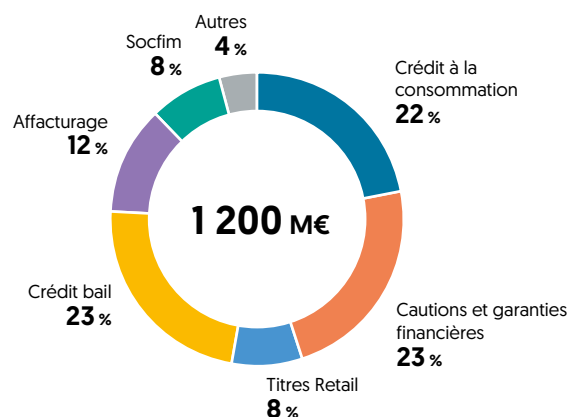
Après une année 2020 pénalisée par la surliquidité des entreprises, l'activité d'affacturage retrouve une dynamique sur l'ensemble de ses segments de clientèle avec une accélération marquée sur le second semestre. Le chiffre affacturé avec les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne dépasse les niveaux de 2019 (+3 %).

En 2021, Socfim renforce sa position sur le marché du financement des investisseurs immobiliers avec une augmentation significative de ses encours fin d'année (+44 % sur un an), traduisant un développement aussi bien sur les activités court terme que moyen-long terme.

Après une année 2020 exceptionnelle favorisée par le contexte de crise et de volatilité des marchés financiers, le niveau d'activité du métier Titres reste encore très soutenu en 2021, dynamisé par l'OPAs Natixis et les opérations d'écrêtement automatique dans un contexte de CAC40 haussier.

Les métiers Pramex et Solutions immobilières réalisent une très belle trajectoire de croissance en lien avec le développement de leurs activités au sein du Groupe.

### RÉPARTITION DU PNB 2021 DES MÉTIERS DE SEF



Le produit net bancaire du pôle Solutions et Expertises Financières, en hausse de 5,9 %, franchit le cap des 1,2 milliard d'euros fin 2021, grâce à de bonnes performances sur l'ensemble des métiers SEF. La croissance durant l'année a été plus particulièrement marquée sur les activités de financement de la promotion immobilière (+20 %) et du crédit-bail (+10 %), notamment du crédit-bail mobilier.

Dans ce contexte de forte croissance, une attention particulière reste portée à la maîtrise des frais de gestion avec un retrait du coefficient d'exploitation. La progression limitée à 5 % est le reflet d'un effet base 2020 (niveau de frais particulièrement bas dans un contexte de fortes incertitudes liées à la situation sanitaire) et de la mise en place de moyens complémentaires afin d'accompagner le développement des activités et le lancement de nouveaux relais de croissance.

Ces différentes tendances se traduisent par un résultat brut d'exploitation en hausse significative de 6,8 %.

Le coût du risque, en retrait de 3,5 % sur un an, reflète une bonne maîtrise des risques tout en maintenant une gestion prudente.

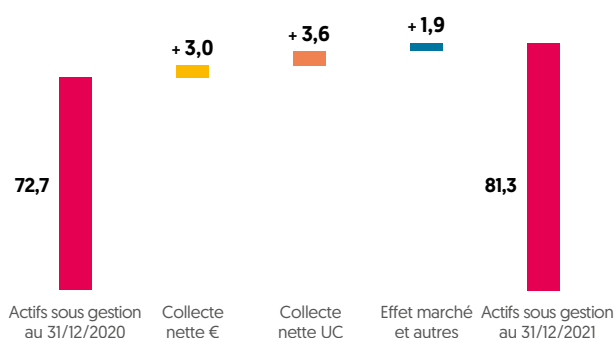
Le résultat courant avant impôt s'établit à 453 millions d'euros fin 2021, en progression de 9,8 % par rapport à 2020.

## ASSURANCE

L'année 2021 a été marquée par une activité commerciale très dynamique dans tous les métiers.

Avec 11,3 milliards d'euros de primes en affaires directes, la collecte d'assurance vie enregistre un net rebond (+ 39 %) par rapport à 2020. La collecte retrouve ainsi un niveau supérieur à celui d'avant la crise sanitaire : + 12 % par rapport à 2019. Les primes en Unités de Compte (UC) progressent de 51 % et s'établissent à 4,4 milliards d'euros ; elles représentent 38,5 % de la collecte brute totale, taux en hausse de 3,2 points par rapport à 2020 et supérieur de 0,4 point à celui du marché à fin novembre. La collecte brute sur le fonds en euros est en hausse de 32 % pour s'établir à 6,9 milliards d'euros.

### ÉVOLUTION DES ACTIFS SOUS GESTION DE L'ASSURANCE VIE (en milliards d'euros)



À 1,2 milliard d'euros, les cotisations de Prévoyance individuelle et d'Assurance des emprunteurs (ADE) progressent à un rythme soutenu (+ 15 %). Les cotisations de Prévoyance individuelle sont en hausse de 11 %, croissance principalement portée par le réseau Caisse d'Épargne (+ 19 %) qui représente 42 % de l'activité. Les cotisations d'Assurance des emprunteurs sont en hausse de 17 % grâce au dynamisme commercial des réseaux et à l'évolution de la quote-part de coassurance des affaires nouvelles depuis le 1er janvier 2020 (passage de 34 % à 50 %).

En assurance non vie, le portefeuille atteint 6,8 millions de contrats, en augmentation de 6 %, porté par la dynamique des ventes dans les deux réseaux tant sur le marché des particuliers que des professionnels. Les ventes brutes, en progression de 15 %, confirment un « changement de braquet » du fait du déploiement réussi des nouvelles offres Auto et MRH. À 1,8 milliard d'euros, les primes acquises progressent de 8 % avec une forte croissance de l'activité tant pour le réseau Banque Populaire (+ 11 %) que Caisse d'Épargne (+ 6 %). La progression est portée par le cœur de gamme avec + 11 % en Auto, + 10 % en Multirisque Habitation et + 7 % sur la GAV, en phase avec la croissance du portefeuille et les évolutions tarifaires.

Le produit net bancaire des activités d'assurances atteint 964 millions d'euros, en progression de 7 % par rapport à 2020, sous l'effet de :

- la croissance de 10 % du PNB en assurances de personnes, qui bénéficie de la progression de 12 % des encours d'Assurance vie et de la hausse des marchés financiers. La croissance du PNB bénéficie également de la bonne tenue de l'activité en prévoyance individuelle et en assurance des emprunteurs, avec notamment une amélioration de la sinistralité ;

- le retrait de 5 % du PNB en assurances non vie est lié à la dégradation de la sinistralité ;
- la non-reconduction de la contribution exceptionnelle de 14 millions d'euros au Fonds de solidarité Assurance Covid mis en œuvre par le gouvernement et comptabilisée au 1<sup>er</sup> semestre 2020.

Les charges d'exploitation s'établissent à 515 millions d'euros, en croissance de 5 %. Cette évolution permet d'accompagner la croissance de l'activité.

Le résultat brut d'exploitation est en augmentation de 8 % à 450 millions d'euros.

## PAIEMENTS

Si l'année 2021 est encore marquée par des restrictions sanitaires, l'activité du Pôle Paiements a néanmoins bénéficié sur tous ses métiers, de la reprise de l'activité économique et de la consommation et a poursuivi son développement en 2021.

Les revenus des Paiements à 489,3 millions progressent de 14 % (+ 59,6 millions d'euros) par rapport à l'année 2020. La forte croissance des revenus du pôle est tirée par les activités historiques de processing des flux de paiements et de titres de services en lien avec la levée des restrictions sanitaires au second semestre 2021, conjuguées à la poursuite du développement des activités e-commerce du pôle du fait de l'accélération de la digitalisation de l'économie.

Les charges du pôle Paiements, à 424,5 millions d'euros augmentent de 10 % (+ 38,2 millions d'euros) en lien avec les investissements humains et informatiques nécessaires au développement du pôle, ainsi qu'avec l'augmentation des frais de fonctionnement du fait de la reprise de l'activité et des actions mises en œuvre pour le développement de la marque Bimply dédiée aux offres et produits entreprises d'avantages aux collaborateurs.

Au total, le Résultat brut d'exploitation à 64,8 millions d'euros augmente de 21,4 millions d'euros (+ 49 %).

## AUTRES RÉSEAUX

### GROUPE ONEY

Le résultat avant impôt d'Oney s'établit à 40 millions d'euros en 2021. La résilience de ses activités dans un environnement toujours marqué par des restrictions liées à la crise sanitaire s'explique notamment par le dynamisme du paiement fractionné en France. Les charges sont maîtrisées, tout en poursuivant les programmes de développement de partenariats et les investissements. Le coût du risque est stable en 2021.

### BANQUE PALATINE

La Banque Palatine contribue pour + 73 millions d'euros au résultat avant impôt du pôle, en croissance par rapport à l'année 2020. Le produit net bancaire est en légère hausse de 0,7 % et les frais de gestion sont en baisse de 14,7 %, conduisant à une amélioration sensible du coefficient d'exploitation à 64,8 %, soit - 11,7 pts par rapport à 2020. Le coût du risque est en repli significatif de 61,1 %.

### 4.3.5 Gestion d'actifs et de fortune

en millions d'euros	Gestion d'actifs et de fortune			
	2021	2020 pf	Var. 2021/2020 pf	
			(M€)	(%)
Produit net bancaire	3 921	3 226	694	21,5 %
Frais de gestion	(2 842)	(2 394)	(448)	18,7 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 079</b>	<b>832</b>	<b>246</b>	<b>29,6 %</b>
Coefficient d'exploitation	72,5 %	74,2 %	--	- 1,7 pt
Coût du risque	(4)	(27)	23	(86,6 %)
Quote-part résultat des entreprises MEE	1	1	0	17,9 %
Gains ou pertes sur autres actifs	(70)	(45)	(26)	57,8 %
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 006</b>	<b>762</b>	<b>244</b>	<b>32,1 %</b>

Les revenus du pôle Gestion d'actifs et de fortune (y compris H2O) sont en hausse de + 23,7 % par rapport à l'année 2020 à change constant (+ 21,5 % à change courant), à 3,9 milliards d'euros.

Les charges augmentent de + 20,7 % à change constant (+ 18,7 % à change courant) et s'établissent à 2,8 milliards d'euros.

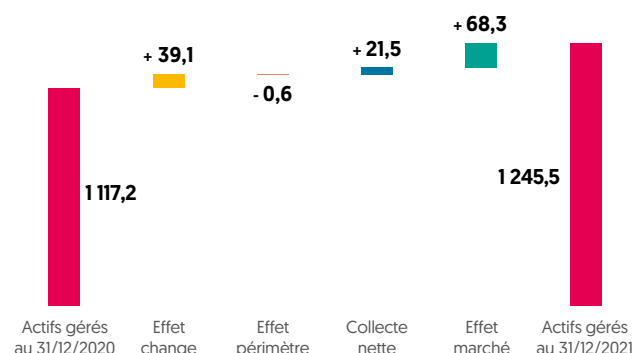
Le résultat brut d'exploitation progresse de + 32,3 % à change constant (+ 29,6 % à change courant) à 1,1 milliard d'euros.

#### GESTION D'ACTIFS

Les encours sous gestion à fin décembre 2021 s'établissent à 1 259,0 milliards d'euros. Hors H2O, ils atteignent 1 245,5 milliards d'euros, en croissance de 128,3 milliards d'euros soit 11 % à change courant (+ 89,2 milliards d'euros, + 8 % à change constant) par rapport au 31 décembre 2020, portée par un effet marché favorable (+ 68,3 milliards d'euros), un effet change positif (+ 39,1 milliards d'euros) et une collecte nette dynamique (+ 21,5 milliards d'euros).

#### ÉVOLUTION DES ENCOURS SOUS GESTION SUR L'ANNÉE

(en milliards d'euros)



Le métier enregistre une collecte nette de 21,5 milliards d'euros sur l'année (hors H2O), dont 20 milliards d'euros sur des produits long terme.

Aux États-Unis, la collecte nette s'élève à 17,0 milliards d'euros principalement chez WCM Investment Management (produits actions), chez Loomis Sales & Co. (produits obligataires), chez Integrated Portfolio Implementation (produits diversifiés) et chez Harris Associates et Direct Indexing (produits actions).

Les sociétés de Private Equity présentent une collecte nette de 3,1 milliards d'euros, essentiellement avec Vauban Infrastructure Partners et Naxicap Partners.

À la distribution, la collecte atteint 2,9 milliards d'euros grâce à Dynamic Solutions (en assurance vie, monétaire et actions).

La collecte nette en Europe est de 0,3 milliard d'euros. Elle est la conjonction d'une collecte nette chez Mirova (produits actions et obligations), AEW Europe (produits immobiliers) et Vega Investment Managers (produits diversifiés) et d'une décollecte majoritairement chez Ostrum Asset Management (assurance vie).

La zone Asie est en décollecte de - 1,8 milliard d'euros, chez Investors Mutual Limited (produits actions).

Les encours moyens (hors H2O) à 1 087,2 milliards d'euros au 31 décembre 2021 sont en hausse (+ 29 %) par rapport à l'année dernière en euros constants. Le taux de rémunération des encours atteint 24,2 points de base, en diminution de 2,1 points de base par rapport au 31 décembre 2020. Il s'élève à 38,2 points de base hors Ostrum Asset Management (+ 0,5 point de base) dont le taux moyen est beaucoup plus faible compte tenu de l'activité.

Au 31 décembre 2021, le produit net bancaire (y compris H2O) de 3,6 milliards d'euros progresse de + 0,7 milliard d'euros (+ 22,9 %) par rapport au 31 décembre 2020, (+ 25,3 % à change constant) avec un effet périmètre lié aux apports LBPAM et AEW UK IM LLP pour un total de 31,9 millions sur 2021. L'évolution du produit net bancaire sur un an est portée par la hausse des commissions de gestion aux États-Unis et en Europe en lien avec la hausse des encours moyens. Elle est également soutenue par l'augmentation significative des commissions de surperformance, essentiellement en Europe chez AEW, et dans une moindre proportion par l'amélioration des produits financiers avec l'impact positif de la valorisation du portefeuille de *seed money* et le versement, par WCM Investment management, de dividendes plus élevés.

Les charges s'établissent à 2,6 milliards d'euros, en hausse de 0,4 milliard d'euros (+ 19,6 %) par rapport au 31 décembre 2020 (+ 21,8 % à change constant) avec un effet périmètre LBPAM et AEW UK IM LLP de 29,2 millions d'euros. La progression des charges est essentiellement induite par la hausse significative des rémunérations variables, en Europe et aux États-Unis, en lien avec celle des commissions de surperformance et des résultats. Les frais de personnel interne fixes sont également en hausse, tirée par la croissance des effectifs. Dans une moindre mesure, des investissements informatiques rendus nécessaires par le développement de l'activité sont mis en œuvre, tandis que les frais de personnel externe non IT et de conseil progressent également accompagnant les projets et le renforcement du dispositif de contrôles.

Les gains ou pertes sur autres actifs s'élèvent à - 70,3 millions d'euros et correspondent d'une part à un gain de 13,1 millions d'euros enregistré sur le dernier trimestre de l'année dans le cadre du rachat des parts AEW UK IM LLP à 100 % par AEW Global Ltd et d'autre part des pertes relatives à la filiale H2O pour - 84,2 millions d'euros incluant à hauteur de - 57,6 millions d'euros l'enregistrement d'un complément de provision au titre de la moins-value de cession à la suite de la revue du prix de cession de l'entité.

## GESTION DE FORTUNE

Sur l'année 2021, le produit net bancaire du métier, à 184,9 millions d'euros, est en hausse de 4 % (+ 7,6 millions d'euros) par rapport à l'année 2020 qui avait enregistré un niveau de commissions de surperformance record. La progression s'explique principalement par la hausse des commissions sur encours, ainsi que par la bonne tenue de la marge financière.

Les charges s'établissent à 171,4 millions d'euros, en hausse de 12 % par rapport à 2020, en raison notamment de l'intégration en 2021 de coûts exceptionnels au titre de la restructuration de la filiale luxembourgeoise et du schéma directeur immobilier. Corrigées de ces éléments exceptionnels, les charges du métier progressent de 4 % (6,4 millions) par rapport à 2021.

## EPARGNE SALARIALE

Au 31 décembre 2021, le produit net bancaire de 110,3 millions d'euros est en progression de 11,0 millions d'euros soit 11 % par rapport au 31 décembre 2020, grâce à l'amélioration des commissions de gestion liée à la hausse des encours moyens et du taux de rémunération ainsi qu'à celle de la facturation des commissions de souscription sur des fonds mieux tarifés.

Les charges s'établissent à 82,8 millions d'euros et sont en hausse de 5,8 millions d'euros soit + 7 % par rapport au 31 décembre 2020, en l'absence d'immobilisation de projets informatiques en 2021, et dans une moindre mesure, sous l'effet de frais de personnel variables en hausse.

## 4.3.6 Banque de Grande Clientèle (BGC)

en millions d'euros	Banque de Grande Clientèle			
	2021	2020 pf	Var. 2021/2020 pf	
			(M€)	(%)
Produit net bancaire	3 651	2 770	880	31,8 %
Frais de gestion	(2 434)	(2 104)	(331)	15,7 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 216</b>	<b>667</b>	<b>550</b>	<b>82,5 %</b>
Coefficient d'exploitation	66,7 %	75,9 %	-	- 9,3 pts
Coût du risque	(167)	(819)	652	(79,7 %)
Quote-part résultat des entreprises MEE	10	10	0	4,5 %
Gains ou pertes sur autres actifs	1	(0)	1	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 061</b>	<b>(143)</b>	<b>1 203</b>	<b>ns</b>

En 2021, le produit net bancaire de la Banque de Grande Clientèle s'élève à 3 651 millions d'euros en hausse de 33,7 %, par rapport à 2020 à change constant.

Les revenus des activités de marchés s'élèvent à 1 560 millions d'euros en 2021, en augmentation de 47,4 %, par rapport à 2020 à change constant.

À 1 131 millions d'euros en 2021, les revenus des activités de taux, change, crédit, matières premières et trésorerie sont globalement en légère progression de 3,3 % par rapport à 2020 à change constant. Par segment, on note les évolutions suivantes :

- les revenus des activités taux et change sont en baisse de 8,9 % à 292 millions d'euros incluant une provision de -18,5 millions d'euros liée à un litige avec une collectivité locale. Hors cet élément exceptionnel, les revenus sont en baisse de 3,1 % à 310 millions d'euros. Les activités de taux sont en hausse de 17,9 % à 211 millions d'euros avec une activité commerciale plus dynamique en 2021 et les activités de change sont en baisse de 29,8 % à 99 millions d'euros subissant un effet de base défavorable (contexte de forte volatilité des devises en 2020 ayant généré un pic de demande de couverture de la part des clients) ;

- les revenus des activités de crédit GSCS sont en hausse de 31,3 % par rapport à 2020 à 359 millions d'euros bénéficiant d'un marché de la titrisation actif sur 2021 contrairement à 2020 ;
- les revenus des activités de repos s'élèvent à 314 millions d'euros en légère hausse de 2,2 % par rapport à 2020, la liquidité abondante disponible sur les marchés suite à la mise en place d'une nouvelle opération de TLTRO par la Banque Centrale en juin 2020 et une forte pression sur les marges ont limité la croissance de l'activité en 2021 ;
- avec des revenus de 421 millions d'euros, les activités *equity* se sont fortement rétablies comparativement à 2020, qui avait enregistré des revenus négatifs de 58 millions d'euros à change constant sous l'effet d'une très forte volatilité des marchés actions et de changements dans les politiques de distribution de dividendes (annulations).
- les revenus des activités en JV (dont les résultats sont également partagés entre Global Markets et Investment Banking pour assurer l'alignement des équipes) affichent une bonne performance.

Les financements stratégiques et d'acquisitions ont des revenus en hausse de 30,6 % à 202 millions d'euros, tirés par un volume élevé de production nouvelle sur les financements d'acquisition et avec une base de comparaison élevée, 2020 ayant vu une forte demande de crédits notamment pour les Prêts Garantis par l'État (PGE) de la part de la clientèle Corporate.

La syndication sur le marché obligataire enregistre des revenus à 122 millions d'euros en baisse de 8,4 % par rapport à 2020 dans un marché primaire des émissions obligataires toujours dynamique en 2021 mais néanmoins inférieur à 2020 ayant connu un pic historique d'émission sur l'ensemble des segments de clientèles dans le contexte de crise sanitaire.

À 1 499 millions d'euros, les revenus des activités de Financements (incluant *global trade* et le cinéma) sont en hausse de 19,0 % par rapport à 2020 à change constant.

Les revenus des activités d'origination et de syndication Real Assets s'élèvent à 233 millions d'euros en hausse de 17,6 % par rapport à 2020 bénéficiant d'une activité dynamique sur les différents secteurs en particulier Infrastructure et Energie comparativement à un fort ralentissement en 2020. À 903 millions d'euros en 2021, les revenus du portefeuille de financements sont en hausse de 25,3 % à change constant portés par une progression de la marge d'intérêts constatée sur les portefeuilles corporate et des financements structurés *real assets*, ainsi qu'à des impacts positifs enregistrés sur des dossiers restructurés. Les revenus de l'activité Global Trade augmentent de 5,5 % à change constant à 339 millions d'euros bénéficiant d'un cours moyen du pétrole plus élevé qu'en 2021.

Les revenus d'Investment Banking y compris activités de fusions-acquisitions (M&A) sont en augmentation de 46,1 % par rapport à 2021 à change constant pour des revenus de 613 millions d'euros. L'activité M&A a été particulièrement dynamique en 2021 avec des revenus annuels de 371 millions d'euros en progression de 80,0 % à change constant.

En 2021, les charges de la Banque de Grande Clientèle s'élèvent à 2 434 millions d'euros en hausse de 16,8 % à change constant par rapport à 2020. Hors charges TEO classées en éléments exceptionnels en communication financière pour 9 millions d'euros en 2021 et 11 millions d'euros en 2020, les charges sont en hausse de 17,0 % à change constant incluant une forte augmentation des rémunérations variables en lien avec l'amélioration des résultats par rapport à 2020. Hors rémunérations variables, les charges progressent de 5,0 % à change constant.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 1 216 millions d'euros, en hausse de 87,8 % par rapport à 2020 à change constant. Le coefficient d'exploitation ressort à 66,7 % en 2021 s'améliorant de 9,3 points par rapport à 2020 (75,9 %).

À 167 millions d'euros, le coût du risque est en forte réduction par rapport à 2020 qui avait connu une dégradation du risque sur plusieurs dossiers du secteur des matières premières, ainsi que des impacts de fraudes et de provisionnement IFRS 9 dans le contexte de crise sanitaire.

Le résultat avant impôts est de 1 061 millions d'euros contre un résultat négatif de 143 millions d'euros en 2020 à change courant.

### 4.3.7 Hors métiers

en millions d'euros	Hors métiers			
	2021	2020 pf	Var. 2021/2020 pf	
			(M€)	(%)
Produit net bancaire	643	84	559	ns
Frais de gestion	(1 530)	(1 339)	(191)	14,2 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(887)</b>	<b>(1 255)</b>	<b>368</b>	<b>(29,3 %)</b>
Coût du risque	(47)	(110)	63	(57,2 %)
Quote-part résultat des entreprises MEE	155	212	(57)	(26,8 %)
Gains ou pertes sur autres actifs	2	(109)	111	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(775)</b>	<b>(1 261)</b>	<b>486</b>	<b>(38,5 %)</b>

Le résultat avant impôt du pôle Hors métiers est de - 775 millions d'euros en 2021 contre - 1 261 millions d'euros en 2020. Le pôle Hors métiers comprend en 2021 les activités et éléments suivants :

- la contribution du Groupe Crédit Foncier est en hausse de + 115 millions d'euros. L'impact de l'amortissement du portefeuille, lié à l'arrêt des activités, est compensé par des effets favorables sur la macrocouverture et par la bonne tenue des charges. Le coût du risque s'inscrit également en nette amélioration du fait d'un effet base en 2020 dans le contexte de crise sanitaire ;
- la contribution de BPCE International est en hausse de + 14 millions d'euros sur un an. Le ralentissement de l'activité est compensé par un effet de base en 2020 (provisionnement pour garantie d'un gros dossier corporate) ;
- une remontée des valorisations des actifs sur les activités d'investissement (+ 281 millions d'euros en PNB en 2021 contre - 155 millions d'euros en 2020) ;
- le résultat de CNP Assurance atteint 148 millions d'euros (en accord avec la note Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence du chapitre 5) ;
- la contribution au Fonds de résolution unique de - 421 millions d'euros en frais de gestion, soit une hausse de - 22 millions d'euros par rapport à 2020 ;
- enfin ce pôle comprend la contribution de l'organe central du Groupe, BPCE SA, le hors pôle de Natixis, des sociétés de moyens ou de fonction centrale et des sociétés immobilières d'exploitation.



### 4.3.8 Analyse du bilan consolidé du Groupe BPCE

en milliards d'euros	31/12/2021	31/12/2020	Variation	
			(Md€)	(%)
Caisse, Banques Centrales	186,3	153,4	32,9	21,5 %
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	198,9	196,3	2,7	1,4 %
Instruments dérivés de couverture – JV positive	7,2	9,6	(2,4)	(25,4 %)
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	48,6	49,6	(1,0)	(2,1 %)
Actifs financiers au coût amorti	900,2	863,6	36,7	4,2 %
Prêts et créances sur les établissements de crédit	94,1	90,0	4,1	4,6 %
Prêts et créances sur la clientèle	781,1	746,8	34,3	4,6 %
Titres de dette au coût amorti	25,0	26,7	(1,7)	(6,5 %)
Écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5,4	8,9	(3,5)	(39,7 %)
Placements des activités d'assurance	135,2	124,6	10,7	8,6 %
Actifs d'impôts et autres actifs	21,6	28,0	(6,4)	(22,8 %)
Valeurs immobilisées (hors écarts d'acquisition)	8,1	8,0	0,1	1,5 %
Écarts d'acquisition	4,4	4,3	0,1	3,2 %
<b>ACTIF</b>	<b>1 516,0</b>	<b>1 446,3</b>	<b>69,8</b>	<b>4,8 %</b>
Banques Centrales	0,0	0,0	-	ns
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	191,8	191,4	0,4	0,2 %
Instruments dérivés de couverture – JV négative	12,5	15,3	(2,7)	(18,0 %)
Passifs financiers au coût amorti (hors Dettes subordonnées)	1 058,1	997,5	60,7	6,1 %
Dettes envers les établissements de crédit	155,4	138,4	17,0	12,3 %
Dettes envers la clientèle	665,3	630,8	34,5	5,5 %
Dettes représentées par un titre	237,4	228,2	9,2	4,0 %
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0,2	0,2	(0,1)	(24,2 %)
Passifs d'impôts et autres actifs	24,4	26,3	(1,9)	(7,3 %)
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurances	125,1	114,6	10,5	9,1 %
Provisions	5,3	6,2	(0,9)	(14,2 %)
Dettes subordonnées	19,0	16,4	2,6	16,0 %
<b>Capitaux propres</b>	<b>79,6</b>	<b>78,4</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5 %</b>
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>	78,9	72,7	6,2	8,5 %
Participations ne donnant pas le contrôle	0,7	5,7	(5,0)	(87,7 %)
<b>PASSIF</b>	<b>1 516,0</b>	<b>1 446,3</b>	<b>69,8</b>	<b>4,8 %</b>

Au 31 décembre 2021, le total du bilan consolidé du Groupe BPCE s'élève à 1 516,0 milliards d'euros, en hausse de 4,8 % par rapport au 31 décembre 2020. Le ratio du rendement des actifs s'élève à 28 points de base au 31 décembre 2021 contre 12 points de base au 31 décembre 2020.

#### VARIATIONS SUR LES POSTES SIGNIFICATIFS À L'ACTIF DU BILAN CONSOLIDÉ

Les principaux postes de l'actif sont composés des prêts et créances à la clientèle (51,5 % du total de l'actif au 31 décembre 2021) et aux établissements de crédit (6,2 %), des actifs financiers à la juste valeur par résultat (13,1 %), des caisses, avoirs auprès des banques centrales (12,3 %) et des placements des activités d'assurance (8,9 %). L'ensemble de ces rubriques contribue ainsi, à près de 92,1 % de l'actif du Groupe.

#### CAISSE, BANQUES CENTRALES

Les comptes de caisse et banques centrales s'élèvent à 186,3 milliards d'euros au 31 décembre 2021 en hausse de

21,5 % par rapport au 31 décembre 2020 (153,4 milliards d'euros). Cette variation résulte de l'augmentation des avoirs auprès des banques centrales (+ 32,9 milliards d'euros).

#### ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

Ces actifs financiers comprennent les opérations négociées à des fins de transaction. Le total des instruments financiers à la juste valeur par résultat, est en hausse de 2,7 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2020. Cette évolution est le reflet d'une disparité entre :

- la progression des actions et autres instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction (+ 8,8 milliards d'euros) ; des instruments dérivés de transaction (+ 3,5 milliards d'euros) ; des obligations et autres titres de dette détenus à des fins de transaction (+ 2,5 milliards d'euros) ;
- au détriment des titres et valeurs reçus en pension de la clientèle (- 8,0 milliards d'euros), des dépôts de garantie versés (- 1,9 milliard d'euros) et des instruments de dette non standards (- 1,7 milliard d'euros).

## PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Les prêts et créances sur les établissements de crédit (nets de provision) s'élèvent à 94,1 milliards d'euros au 31 décembre 2021, soit une augmentation de + 4,1 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2020. Ils sont répartis entre les créances à terme et créances à vue dont les comptes ordinaires débiteurs. Le taux d'encours douteux et les dépréciations constituées sont relativement stables sur la période.

## PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

L'encours net des prêts et créances sur la clientèle est de 781,1 milliards d'euros, en progression de 34,3 milliards d'euros sur l'exercice (+ 4,6 %). Cette variation résulte principalement de la bonne tenue des métiers du Groupe en particulier la Banque de proximité et Assurance. Elle est portée à hauteur respective de + 17,8 milliards d'euros par le réseau Banque Populaire et + 19,9 milliards d'euros par le réseau Caisse d'Épargne. Ce dynamisme se concentre principalement sur les crédits au logement sous l'effet volume plus significatif (+ 20,3 milliards d'euros) et sur les activités de crédit à l'équipement (+ 12,1 milliards d'euros).

## PLACEMENTS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE

Ces actifs financiers sont composés des placements disponibles à la vente y compris des placements à la juste valeur par résultat, des placements prêts et créances sur la clientèle et des parts des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et financiers. Ils présentent un encours de 135,2 milliards d'euros au 31 décembre 2021 contre 124,6 milliards d'euros sur l'exercice 2020. La hausse constatée de 10,7 milliards d'euros traduit la bonne tenue de l'activité (+ 8,6 %). L'année 2021 a été marquée par une activité commerciale dynamique sur l'ensemble des produits de l'assurance. Natixis qui porte 90,7 % de l'encours au 31 décembre 2021 a une collecte brute de 11,6 milliards d'euros sur l'Assurance vie, tandis que l'activité d'assurance dommages et la Prévoyance progressait de respectivement + 8,3 % et + 11,5 %.

## VARIATIONS SUR LES POSTES SIGNIFICATIFS AU PASSIF DU BILAN CONSOLIDÉ

### PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

Au passif, ce portefeuille est constitué d'instruments de dette évalués en juste valeur à la date d'arrêté comptable en contrepartie du compte de résultat. Au 31 décembre 2021, il représente 191,8 milliards d'euros, stable par rapport au 31 décembre 2020 (191,4 milliards d'euros). Cette évolution s'explique par la hausse des dettes représentées par un titre à la juste valeur sur option par résultat (+ 1,5 milliard d'euros) et la diminution des passifs financiers détenus à des fins de transaction (- 1,1 milliard d'euros).

### DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Les dettes envers les établissements de crédit correspondent principalement à des dettes à terme et dans une moindre mesure à des comptes à vue. Elles s'établissent à 155,4 milliards d'euros et s'inscrivent en augmentation de 17,0 milliards d'euros sur l'exercice (+ 12,3 %). Cette évolution intègre principalement la hausse des emprunts et comptes à terme envers les établissements de crédit (+ 18,6 milliards d'euros) intégrant les opérations de refinancement à long terme (TLTRO3).

### DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

Les dettes envers la clientèle correspondent principalement aux comptes d'épargne à régime spécial, aux comptes ordinaires créditeurs ainsi qu'aux comptes de la clientèle. Elles s'élèvent à 665,3 milliards d'euros au 31 décembre 2021, et présentent une hausse de + 34,5 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2020. Cette variation se décompose principalement en :

- une hausse des comptes ordinaires créditeurs (+ 19,1 milliards d'euros) ;
- une progression des placements sur les produits à régime spécial (+ 11,8 milliards d'euros) qui est portée par la collecte sur les livrets A (+ 3,5 milliards d'euros), les livrets B (+ 7,2 milliards d'euros), et dans une moindre mesure par la bonne tenue de l'activité sur les livrets de développement durable (+ 1,1 milliard d'euros) ;
- une hausse des autres comptes de la clientèle (+ 7,0 milliards d'euros). Ils sont répartis entre les emprunts à vue et emprunts à terme dont emprunts auprès de la clientèle financière et les comptes à terme créditeurs.

### DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

Cette catégorie regroupe principalement les emprunts obligataires, les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et commercial Paper et les dettes Senior Non Préférée. Ces dettes s'établissent à 237,4 milliards d'euros au 31 décembre 2021, en hausse de 9,2 milliards d'euros par rapport à l'exercice 2020. Elle est portée à hauteur respective de + 3,1 milliards d'euros par les emprunts obligataires, de + 3,1 milliards d'euros par les dettes Senior Non Préférée, de + 2,5 milliards d'euros par des billets de trésorerie et commercial Paper et de + 1,7 milliard d'euros par des certificats de dépôts.

### PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCES

Cette catégorie regroupe principalement les passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance et à des contrats financiers. Ces dettes s'établissent à 125,1 milliards d'euros au 31 décembre 2021 en progression de + 10,5 milliards d'euros. Une évolution qui est principalement due à la hausse des encours des dettes techniques relatifs à des contrats d'assurance (+ 9,2 milliards d'euros).

### CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres part du groupe s'élèvent à 78,9 milliards d'euros au 31 décembre 2021 contre 72,7 milliards d'euros au 31 décembre 2020. Cette évolution de + 6,2 milliards intègre en particulier :

- le résultat de la période : + 4,0 milliards d'euros ;
- l'effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle : + 1,2 milliard d'euros ;
- les variations de parts sociales pour + 1,0 milliard d'euros (+ 0,8 milliard pour le réseau Banque Populaire et + 0,3 milliard pour le réseau Caisse d'Épargne) ;
- la variation des Gains et Pertes comptabilisées directement en capitaux propres : + 0,3 milliard d'euros ;
- la distribution de dividendes pour - 0,3 milliard d'euros (dont - 0,1 milliard d'euros auprès du réseau Banques Populaires et - 0,2 milliard d'euros auprès du réseau Caisse d'Épargne).

## 4.4 Données financières du groupe BPCE SA

### 4.4.1 Résultats du groupe BPCE SA

La formation du résultat du groupe BPCE SA s'entend après retraitement des contributions des entités non consolidées dans ce périmètre.

En 2021, le passage entre le résultat net part du Groupe BPCE et celui du groupe BPCE SA se résume ainsi :

<i>en millions d'euros</i>	2021
<b>Résultat net part du Groupe BPCE – hors contribution nette de Coface</b>	<b>3 998</b>
Entités non consolidées ou consolidées selon une méthode différente <sup>(1)</sup>	(3 114)
Autres éléments	296
<b>Résultat net part du groupe BPCE SA – hors contribution nette de Coface</b>	<b>1 180</b>

(1) dont notamment Banques Populaires, Caisses d'Épargne et leurs filiales consolidées.

Le groupe BPCE SA affiche un résultat net de 1,2 milliard d'euros hors contribution nette de Coface.

<i>en millions d'euros</i>	Banque de proximité et Assurance		Global Financial Services		Hors métiers		groupe BPCE SA	
	2021	2020 pf	2021	2020 pf	2021	2020 pf	2021	2020 pf
Produit net bancaire	3 355	3 177	7 571	5 997	854	592	11 780	9 766
Frais de gestion	(2 066)	(2 007)	(5 276)	(4 498)	(1 736)	(1 543)	(9 078)	(8 047)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 290</b>	<b>1 171</b>	<b>768</b>	<b>1 499</b>	<b>(883)</b>	<b>(951)</b>	<b>2 702</b>	<b>1 719</b>
Coefficient d'exploitation	61,6 %	63,2 %	69,7 %	75,0 %	ns	ns	77,1 %	82,4 %
Coût du risque	(214)	(250)	(170)	(846)	(46)	(108)	(430)	(1 204)
Quote-part résultat des entreprises MEE	7	(17)	12	11	64	212	83	206
Gains ou pertes sur autres actifs	(4)	(7)	(70)	(45)	5	(111)	(69)	(163)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 079</b>	<b>897</b>	<b>2 067</b>	<b>619</b>	<b>(861)</b>	<b>(959)</b>	<b>2 285</b>	<b>558</b>
Impôts sur le résultat	(300)	(266)	(546)	(181)	7	305	(838)	(142)
Part. ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(63)	(112)	(271)	(186)	66	105	(268)	(193)
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE – HORS CONTRIBUTION NETTE DE COFACE</b>	<b>716</b>	<b>519</b>	<b>1 250</b>	<b>252</b>	<b>(786)</b>	<b>(548)</b>	<b>1 180</b>	<b>223</b>

Le résultat avant impôt de la Banque de proximité et Assurance à 1 079 millions d'euros au 31 décembre 2021 affiche, dans un environnement économique plus favorable qu'en 2020, une hausse de 20,2 % avec de meilleurs résultats sur l'ensemble de ses activités.

Le pôle Global Financial Services, avec un résultat avant impôt de 2 067 millions d'euros, enregistre une hausse de 1 447 millions d'euros par rapport à 2020, induite à la fois par

une activité dynamique depuis le début de l'année, une hausse des marchés financiers et un effet base lié à la crise sanitaire de 2020.

Le résultat avant impôt du pôle Hors métiers s'améliore de 98 millions d'euros par rapport à 2020 et s'établit à - 861 millions d'euros. Ce résultat intègre une charge de - 249 millions d'euros au titre du Fonds de résolution unique.

## 4.4.2 Analyse du bilan consolidé du groupe BPCE SA

en milliards d'euros	31/12/2021	31/12/2020	Variation	
			(Md€)	(%)
Caisse, Banques Centrales	182,1	148,7	33,3	22,4 %
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	190,4	190,8	(0,4)	(0,2 %)
Instruments dérivés de couverture – JV positive	6,0	7,9	(1,9)	(23,8 %)
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	16,1	17,8	(1,7)	(9,3 %)
Actifs financiers au coût amorti	375,7	335,0	40,7	12,2 %
Prêts et créances sur les établissements de crédit	195,7	149,9	45,8	30,6 %
Prêts et créances sur la clientèle	167,7	171,2	(3,5)	(2,0 %)
Titres de dette au coût amorti	12,3	13,9	(1,6)	(11,5 %)
Écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4,5	6,8	(2,3)	(34,2 %)
Placements des activités d'assurance	127,6	117,1	10,5	8,9 %
Actifs d'impôts et autres actifs	13,4	17,9	(4,6)	(25,6 %)
Valeurs immobilisées (hors écarts d'acquisition)	3,4	3,1	0,2	7,7 %
Écarts d'acquisition	3,9	3,7	0,1	3,4 %
<b>ACTIF</b>	<b>923,0</b>	<b>848,9</b>	<b>74,0</b>	<b>8,7 %</b>
Banques Centrales	0,0	0,0	0	ns
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	197,9	199,6	(1,7)	(0,9 %)
Instruments dérivés de couverture – JV négative	8,3	10,0	(1,7)	(17,0 %)
Passifs financiers au coût amorti (hors Dettes subordonnées)	536,4	471,2	65,3	13,9 %
Dettes envers les établissements de crédit	264,2	208,3	55,9	26,8 %
Dettes envers la clientèle	52,0	50,7	1,3	2,6 %
Dettes représentées par un titre	220,3	212,2	8,1	3,8 %
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0,1	0,2	(0,1)	(30,3 %)
Passifs d'impôts et autres actifs	16,1	16,3	(0,3)	(1,7 %)
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurances	116,9	106,9	9,9	9,3 %
Provisions	2,4	2,6	(0,3)	(10,2 %)
Dettes subordonnées	18,9	16,2	2,6	16,2 %
<b>Capitaux propres</b>	<b>26,0</b>	<b>25,8</b>	<b>0,2</b>	<b>0,8 %</b>
Capitaux propres part du Groupe	25,5	20,2	5,3	26,0 %
Participations ne donnant pas le contrôle	0,5	5,6	(5,0)	(90,5 %)
<b>PASSIF</b>	<b>923,0</b>	<b>848,9</b>	<b>74,0</b>	<b>8,7 %</b>

Au 31 décembre 2021, le total du bilan consolidé du groupe BPCE SA s'élève à 923 milliards d'euros, en hausse de 8,7 % par rapport au 31 décembre 2020.

La progression du bilan est le reflet de la progression des comptes de caisse et banques centrales (+ 33,3 milliards d'euros), des prêts et créances sur les établissements de crédit enregistrés au coût amorti (+ 45,8 milliards d'euros) et des placements des activités d'assurances (+ 10,5 milliards d'euros).

Par ailleurs, les capitaux propres part du groupe s'élèvent à 25,5 milliards d'euros au 31 décembre 2021 contre 20,2 milliards d'euros au 31 décembre 2020. Cette évolution de + 5,3 milliards d'euros résulte principalement :

- d'une émission de TSSDI : + 2,7 milliards d'euros ;
- de l'intégration du résultat de la période : + 1,2 milliard d'euros ;
- un effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle : + 1,2 milliard d'euros ;
- d'une augmentation de capital : + 0,8 milliard d'euros ;
- une variation des Gains et Pertes comptabilisées directement en capitaux propres : + 0,2 milliard d'euros ;
- d'une distribution de dividendes : - 0,7 milliard d'euros.

## 4.5 Investissements

### 4.5.1 En 2021

---

Groupe BPCE a réalisé une offre d'Achat Simplifiée sur les 29,3 % de titres Natixis détenus par les marchés financiers. Le 21 juillet 2021 le Groupe parvint à un retrait définitif de toutes les actions cotées.

### 4.5.2 En 2020

---

BPCE n'a pas réalisé d'investissement significatif (investissement supérieur à un milliard d'euros nécessitant la majorité qualifiée du conseil de surveillance) au cours de l'exercice.

### 4.5.3 En 2019

---

Acquisition de BPCE auprès de Natixis S.A. le 31 mars 2019 des métiers Affacturage, Cautions & garanties, Crédit-bail, Crédit à la consommation et Titres, pour un prix de 2,7 milliards d'euros.

Acquisition par BPCE auprès d'Auchan Holding le 20 octobre 2019 d'une prise de participation à hauteur de 50,1 % dans Oney Bank S.A., pour un prix de 371 millions d'euros.

## 4.6 Événements post-clôture

Il n'y a pas d'évènement postérieur à la clôture

## 4.7 Perspectives pour le Groupe BPCE

### 4.7.1 Prévisions 2022 : un retour contraint à la tendance d'avant Covid-19

Les tensions inflationnistes et la réapparition des incertitudes sanitaires, avec l'émergence d'une sixième vague de pandémie (Omicron) et le risque récurrent de mutation du virus, menacent d'autant plus le chemin des perspectives économiques des pays développés que la conjoncture mondiale semble avoir dépassé un pic. En outre, le potentiel de rattrapage issu des confinements antérieurs apparaît de moindre ampleur, sans parler des craintes de regain des tensions protectionnistes sino-américaines, voire éventuellement de crises géopolitiques. Une nouvelle phase du cycle économique se dessine désormais, du fait de la résurgence de freins fondamentaux à la fois internes et externes, freins auxquels s'ajoutent les problèmes doubles d'approvisionnement et de recrutement, les goulets d'étranglement, les hausses induites de prix et le retrait graduel des soutiens budgétaires européens et américains. Plus particulièrement, la dérive mécanique des prix, plus forte et peut-être moins temporaire qu'initialement prévu, provoque un prélèvement sur le pouvoir d'achat des ménages et sur les marges des entreprises. Cela devrait entraîner un ralentissement de la dépense en 2022, que les mécanismes de restauration de la situation des bilans privés et publics sont susceptibles d'accentuer. Par ailleurs, le risque d'emballement des prix rend plus complexe la mission des banques centrales, tiraillées entre la nécessité d'endiguer l'inflation et la volonté de ne pas briser l'élan économique, d'ores et déjà en phase de tassement, aussi bien en Chine, qu'aux États-Unis et dans la zone euro. Tout ceci conduirait l'activité à retrouver naturellement sa tendance d'avant Covid-19, surtout à partir du second semestre, même si les moyennes annuelles prévues en 2022 portent largement la trace des effets d'acquis considérables des trimestres précédents et des politiques monétaires et budgétaires expansives antérieures.

Le risque inflationniste, qui est plus prégnant aux États-Unis, en Angleterre et dans certains pays émergents que dans la zone euro et au Japon, oriente la vitesse anticipée de normalisation des politiques monétaires. Outre-Atlantique, une boucle prix-salaires semble s'amorcer en raison de vives difficultés de recrutement (0,7 chômeur par poste disponible). La Fed pourrait opérer trois hausses successives mais modestes de ses taux directeurs dès mars 2022, tout en accélérant la réduction de son programme d'achats nets de titres publics, pour l'arrêter en mars au lieu de juin. En Europe, la forte hausse des prix à la production commence à se diffuser indéniablement aux prix à la consommation hors énergie. Elle ne débouche pas encore sur un processus d'accélération des salaires, tout en reflétant des effets de base importants et réversibles, comme la hausse des prix des carburants, puis l'explosion des prix des marchés européens du gaz et de l'électricité. La BCE, loin d'adopter la même approche que la Fed, laisserait inchangés ses taux directeurs en 2022, même si elle a décidé d'achever en mars ses achats nets d'obligations *via* son programme d'urgence (PEPP). Elle compenserait cependant l'effet négatif de l'arrêt du PEPP par un relèvement temporaire du programme classique d'achats nets d'actifs (APP). Ces choix découlent aussi probablement de la volonté de maintenir la soutenabilité des finances publiques italiennes et espagnoles. Cette divergence transatlantique des politiques monétaires se reflèterait directement dans l'évolution comparée des taux longs, tout en continuant vraisemblablement de peser sur l'euro face au dollar en 2022. Les pressions inflationnistes s'atténueraient au second semestre, du fait du ralentissement économique, celui-ci

réduisant à la fois les tensions exceptionnellement vives sur l'offre et sur les prix des produits énergétiques. Les prix du pétrole se situeraient autour d'un cours moyen de 75 dollars par baril (Brent), en raison d'une demande durablement incertaine et de la poursuite de la remontée graduelle de la production d'or noir. L'absence d'emballement sur les prix et le déversement antérieur de liquidités limiteraient alors la remontée des taux souverains, le taux des bons du Trésor américain à dix ans atteignant 1,9 % en moyenne annuelle, contre 0,4 % pour l'OAT 10 ans en 2022. Les taux réels demeureraient ainsi toujours très négatifs.

La croissance française s'approcherait de 4 % en 2022, grâce aussi à la stimulation du plan de relance. Elle se normaliserait cependant dès le second semestre 2022 vers sa vitesse tendancielle pré-pandémie de 1 % l'an, ce qui réduirait les tensions sur les prix. L'inflation atteindrait pourtant au moins 2,4 % en moyenne annuelle. Cette décélération économique serait d'autant plus logique que le déficit public soutiendrait nettement moins l'économie qu'en 2021. De plus, le choc de prix actuel exercerait un prélèvement de pouvoir d'achat pour l'ensemble de l'économie. Cette ponction serait plus marquée pour les entreprises, incapables à ce stade du cycle de répercuter l'intégralité de la hausse des coûts dans leurs propres prix. En outre, les résultats des entreprises pourraient se tasser, du fait d'une accélération relative des salaires face aux difficultés de recrutement, ce qui refroidirait leur volonté d'investissement.

En l'absence de mise en place de mesures sanitaires trop contraignantes, la conjoncture française serait tirée par plusieurs facteurs, malgré l'atténuation du rythme de croissance mondiale : la préservation antérieure du tissu productif et des revenus des particuliers, en dépit du tassement du pouvoir d'achat lié à la remontée de l'inflation ; la combinaison d'un assouplissement encore illimité de la BCE et de plans exceptionnels de relance budgétaire monétisée, maintenant durablement les taux d'intérêt à des niveaux extrêmement bas, en dépit de leur tendance à la hausse ; le recul potentiel du taux d'épargne des ménages, sans que celui-ci ne retrouve obligatoirement et rapidement son niveau d'avant crise ; la résilience de l'investissement productif et surtout du marché du travail.

#### PERSPECTIVE DU GROUPE ET DE SES MÉTIERS

Le Groupe BPCE a dévoilé le 8 juillet 2021 son nouveau plan stratégique BPCE 2024. (Document complet disponible sur le site <https://groupebpce.com/le-groupe/plan-strategique>)

Après 12 ans de transformation, le Groupe BPCE, très solide financièrement avec des positions fortes dans chacun de ses métiers, est en pleine capacité d'accélérer son développement en accompagnant ses clients dans la relance économique pour leurs besoins d'investissement.

La crise de la Covid a agi en effet comme un révélateur de tendances à commencer par la digitalisation, le travail hybride ou l'accélération de la transition énergétique, mais a également créé des attentes profondes en termes de proximité, d'accompagnement et de confiance, attentes pour lesquelles le modèle coopératif multimarque du Groupe BPCE s'inscrit en totale adéquation.

Le Groupe BPCE entend saisir pleinement ce *momentum*, et déployer tout le potentiel de son modèle coopératif multimarque et entrepreneurial afin d'être un leader de la banque, de l'assurance et de la gestion d'actifs au service de tous.

Le plan BPCE 2024 a pour signature « Plus Unis, Plus Utiles, Plus Forts » :

- **Plus Unis**, car le Groupe BPCE, coopératif, multimarque et entrepreneurial renforce sa capacité à agir collectivement, par plus de simplicité, plus d'initiatives communes et plus d'investissements partagés ;
- **Plus Utiles**, car le Groupe BPCE, grâce à son modèle coopératif singulier, apporte des réponses concrètes aux sujets majeurs de société qui préoccupent ses sociétaires, ses clients, ses collaborateurs et ses partenaires ;
- **Plus Forts**, car le Groupe BPCE, est prêt à saisir toutes les opportunités de croissance en s'appuyant sur l'ensemble des expertises de son modèle multi-entreprises et multimarque, notamment sur des thématiques ciblées.

Ce plan de développement s'articule autour de **trois priorités stratégiques** :

- **Conquérant** : 1,5 milliard d'euros de revenus additionnels dans cinq domaines prioritaires : la transition environnementale, la santé, les ETI, l'assurance non vie et la prévoyance et le crédit à la consommation. Le Groupe vise également l'accélération de son développement international à travers ses métiers globaux, Gestion d'actifs et Banque de Grande Clientèle, et certains métiers de financements spécialisés ;
- **Client** : la plus haute qualité de service avec un modèle relationnel adapté, une approche pragmatique et locale du maillage d'agences, et des objectifs de NPS pour tous les métiers et entreprises du Groupe ;
- **Climat** : des engagements concrets et mesurables s'inscrivant dans une trajectoire « net zéro », soutenus par des outils de mesure dédiés, et l'accompagnement de tous les clients dans leur transition environnementale.

Il s'appuie sur **trois lignes de forces** :

- **Simple** : une organisation plus simple, plus lisible et plus efficace, avec la simplification de son organisation au travers du retrait de la cote de Natixis, et celle de ses systèmes d'information, et l'accélération de la transformation de ses services bancaires ;
- **Innovant** : en changeant d'échelle sur la *data*, avec des usages au service du business et de toutes les fonctions de la banque ; en accélérant dans les paiements pour accompagner la digitalisation du commerce ; en dessinant le futur du travail à travers le travail hybride, les programmes de formation et les parcours internes ;
- **Sûr** : une amélioration de sa performance économique ; une maîtrise des risques, avec un objectif du coût du risque inférieur à 25 points de base en 2024 ; une confirmation de sa fonction de tiers de confiance à travers son modèle relationnel, l'éthique sur l'utilisation de la *data* et une sécurisation technologique renforcée.

Pour les métiers de Banque de proximité et Assurance, le Groupe ambitionne de déployer une stratégie de développement ambitieuse et rentable sur tous ses marchés, avec une stratégie centrée sur la relation avec des conseillers incarnant le lien de confiance, s'appuyant sur la densité territoriale, la technologie digitale et l'utilisation éthique des données au service des clients et des collaborateurs.

Pour les deux métiers globaux de Global Financial Services, Gestion d'actifs et de fortune et Banque de Grande Clientèle, le Groupe a une ambition commune autour de trois axes : nous diversifier, au bénéfice de nos clients et de notre

développement ; nous engager, pour la transition énergétique et une finance responsable ; nous transformer, et investir pour créer une valeur durable.

À horizon 2024, le Groupe BPCE ambitionne de réaliser un PNB d'environ 25,5 milliards d'euros avec une croissance de ses revenus d'environ 3,5 % par an, un coefficient d'exploitation en 2024 inférieur à 65 % et un résultat net part du groupe supérieur à 5 milliards d'euros.

Pour 2022, les perspectives économiques restent globalement positives, tant pour la consommation que pour l'investissement. Toutefois, l'environnement reste marqué par la pandémie Covid-19, les difficultés d'approvisionnement de certains secteurs, une hausse des prix des produits manufacturés et une envolée des prix de l'énergie. Ce retour de l'inflation entraîne une hausse des taux de l'épargne réglementée le 1<sup>er</sup> février 2022, le taux du Livret A et celui du Livret de Développement Durable et Solidaire passant de 0,5 % à 1 % et le taux du Livret d'Epargne Populaire passant de 1 % à 2,2 %. Bien qu'ayant revu ses prévisions d'inflation à la hausse, la Banque centrale européenne ne prévoit pas de relever ses taux directeurs dans l'immédiat, contrairement à la FED et à la Banque d'Angleterre.

Ces perspectives pourraient par ailleurs être impactées par le contexte géopolitique. Fin février 2022, la Fédération de Russie a lancé une action militaire d'envergure en Ukraine.

Alors que l'Ukraine n'est pas membre de l'OTAN, la réaction occidentale a été forte. De manière concertée, l'Union européenne, les Etats-Unis et de nombreux autres états ont adopté une série de sanctions inédites, prévoyant notamment le gel des avoirs à l'étranger de la Banque centrale russe, l'exclusion de banques russes de SWIFT, de multiples groupes occidentaux annonçant par ailleurs leur désengagement de la Fédération de Russie.

Même si le sujet essentiel de l'énergie et du gaz naturel demeure pour l'instant hors champ des mesures prises de part et d'autre, les Etats-Unis et la Grande Bretagne ont annoncé leur intention d'interdire l'importation de pétrole et de gaz russe. Par ailleurs, de nouvelles mesures et sanctions économiques pourraient être adoptées, notamment par l'Union européenne et les Etats-Unis, et des mesures et sanctions économiques en représailles pourraient être adoptées par la Fédération de Russie. Ce conflit pourrait avoir des conséquences majeures sur l'économie russe mais aussi pour les économies occidentales et plus généralement sur l'économie mondiale. Le risque de défaut de paiement sur la dette russe, la montée de l'inflation et la perte de pouvoir d'achat pour la population en Russie sont conséquents. Une remise en cause des perspectives de croissance et une pression inflationniste accrue ne peuvent être écartées tant aux Etats-Unis qu'en Europe.

S'agissant des expositions nettes de garanties (expositions directes en bilan et hors bilan nettes de garanties sur des clients russes ou ukrainiens), elles sont respectivement de 788<sup>(1)(2)</sup> millions d'euros sur la Fédération de Russie (dont 615<sup>(1)</sup> millions d'euros sur des contreparties Corporates et Financements structurés) et de 63<sup>(1)(2)</sup> millions d'euros sur l'Ukraine au 28 février 2022.

En outre, dans le métier de la Gestion d'actifs pour le compte des clients du Groupe, l'exposition sur la Russie des différents fonds gérés par les sociétés de gestion de Natixis Investment Managers, correspondant principalement à des investissements dans des obligations émises par l'Etat russe, est de 302<sup>(1)</sup> millions d'euros au 28 février 2022 et de 97<sup>(1)</sup> millions d'euros sur l'Ukraine.

Par ailleurs, un risque lié à des mesures d'expropriation que pourraient prendre les autorités russes vis-à-vis des sociétés étrangères, en représailles des sanctions occidentales, est évoqué.

[1] Données de gestion

[2] Expositions brutes : eq. 1 310 millions d'euros sur la Fédération de Russie et eq. 122 millions d'euros sur l'Ukraine

A cet égard, le Groupe BPCE détient une filiale en Russie, Natixis Moscou, dont les fonds propres s'élevaient au 31 décembre 2021 à eq. 73 millions d'euros, dont eq. 48 millions d'euros de dettes subordonnées auprès de Natixis. Natixis est également émetteur de placements privés structurés libellés en rouble à hauteur de 83<sup>(1)</sup> millions d'euros au 28 février 2022. Parmi les ressources levées en rouble, environ eq. 58<sup>(1)</sup> millions d'euros sont utilisés pour le refinancement de la filiale. L'essentiel de l'actif de cette dernière se compose début mars 2022 de prêts en rouble ou en devises à des contreparties bancaires ainsi que des excédents de liquidité de la filiale auprès de la Banque centrale de Russie (de l'ordre de eq. 66<sup>(1)</sup> millions d'euros début mars 2022).

En complément, les fonds propres de la filiale ukrainienne et de la filiale russe du groupe Oney ne sont pas significatifs.

Outre les éléments précités, le risque de marché direct sur des actifs russes ou en rouble n'est pas matériel.

Enfin, les fonds et mandats d'H2O AM sont exposés à un panier de devises émergentes dont le rouble russe. L'exposition longue sur le rouble russe a été construite via des *forwards* avec *settlement* physique à maturité. Au 3 mars 2022, cette exposition représente moins de 7,5 % de leur exposition brute globale aux devises.

(1) Données de gestion